1917

PREMIÈRE ANNÉE. — N° 1 PRIX DU NUMÉRO : 50 centimes MERCREDI 12 O

LA NATION ESPAGNOLE

ORGANE DE L'HISPANITÉ

PRÉSIDENT DU COMITÉ DE RÉDACTION : VICOMTE CHARLES TERLINDEN BRUXELLES : RUE ROYALE, 192, TÉLÉPHONE : 17.69.52

LE SENS DE L'HISPANITÉ

« Si le concept de la chrétienté embrasse et caractérise tout à la fois la totalité des peuples chrétiens, pourquoi ne pourrait-on forger un autre mot, tel qu'*hispanité*, qui embrasserait et signifierait de la même façon la totalité des peuples espagnols ? »

« Hispaniques, sont tous les peuples redevables de leur civilisation, ou de leur existence même, aux peuples espagnols de la péninsule. *Hispanité* est la réalité ethnique qui les réunit tous. »

Le 26 octobre 1546 est, à mon avis, le jour le plus sublime de l'histoire d'Espagne au point de vue spirituel. Ce fut le jour où Diego Lainez, théologien du Pape et futur Général des Jésuites — dont les cendres furent détruites dans les incendies du 11 mai 1931, — prononça, au Concile de Trente, son discours sur la Justification.

Nous pouvons nous rendre compte maintenant que ce qu'il s'y débattait n'était rien moins que l'unité morale du genre humain. Une autre théorie adverse quelconque aurait-elle prévalu que, dans les pays latins, se serait produite une division de classes et de peuples analogue à celle qui subsiste dans les pays nordiques, où les classes sociales qui se considèrent supérieures estiment d'une espèce inférieure celles qui se trouvent en dessous, et dont les peuples considèrent les autres — et aussi les latins — avec un absolu mépris.

Tandis que l'on débattait à Trente sur la Justification, un homme très saint mais aux idées égarées, le Frère Jérôme Seripando, fit la proposition suivante : En plus de notre justice, ne serait-il pas nécessaire, pour être absous devant le tribunal de Dieu, que les mérites de la Passion et de la Mort de N.-S. Jésus-Christ nous fussent imputés afin de suppléer aux défauts de la justice humaine, toujours insuffisante ? On savait que Luther avait soutenu que les hommes se justifiaient seulement par la foi et que la foi était une libre concession de Dieu. L'Eglise catholique avait toujours soutenu que les hommes se justifiaient par la foi et les œuvres. C'est aussi la doctrine que l'on peut trouver expressément définie dans l'Epitre de Jacques le Mineur, quand il dit : « Ne voyez-vous pas que l'homme se justifie par les œuvres et non pas uniquement par la foi ? »

Mais la doctrine proposée par Jérôme Seripando ne satisfaisait personne dans le Concile; toutefois, comme il s'agissait d'un homme vénérable, d'un saint et d'une sommité théologique, il n'était pas facile d'anéantir tous ses raisonnements. Cette gloire fut réservée au Père Lainez, qui réussit à dissiper la perplexité du Concile en exposant une allégorie merveilleuse :

Un roi offre un bijou aux guerriers vainqueurs d'un tournoi. Le fils du roi se lève et déclare à l'un des concurrents : « Tu n'as qu'à croire en moi. Je me battrai, et, si tu crois en moi de toute ton âme, je triompherai. » Interpellant un autre des participants, le fils du roi lui dit : « Je vais te remettre un cheval et des armes; tu engageras la lutte et tu te souviendras de moi, et au terme du combat, je viendrai à ton secours. » Et au troisième de ceux qui aspirent au bijou, il dit : « Veux-tu gagner ? Je vais te donner un cheval et des armes excellentes et magnifiques, mais à toi de lutter de toute ta force. »

La première hypothèse exprime, naturellement, la doctrine du protestantisme : tout dépend des mérites du Christ. La troisième exprime la doctrine du catholicisme : les armes sont excellentes, la rédemption du Christ est une arme parfaite, les sacrements de l'Eglise sont magnifiques; mais, en plus, il faut lutter de toute l'âme; telle est la doctrine traditionnelle de notre Eglise. La deuxième hypothèse, celle du concurrent auquel l'on dit qu'il doit lutter, mais qu'il n'a pas besoin de se donner trop de peine parce qu'au dernier moment arrivera un secours externe qui lui donnera la victoire, honore beaucoup, apparemment, les mérites de Notre-Seigneur, mais, en réalité, affaiblit autant la valeur de la rédemption que celle de la volonté humaine.

Cette allégorie produisit un effet tellement foudroyant au milieu de cette assemblée de théologiens que la doctrine de Lainez fut acceptée à l'unanimité. Son discours est le seul qui a été inséré, mot à mot, dans l'Acte du Concile. L'Eglise de Sainte-Marie de Trente possède un tableau représentant le Concile. Sur la chaire on voit Diego Lainez prononçant son discours. Et après, quand le décret de la Justification fut édicté, l'événement fut célébré avec jubilation par tous les peuples de la Chrétienté.

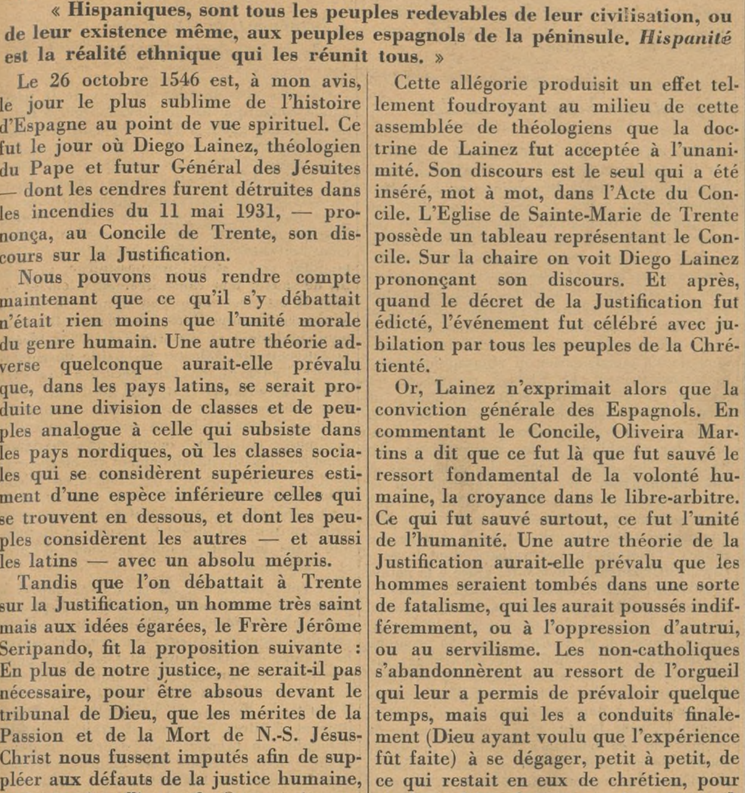
Or, Lainez n'exprimait alors que la conviction générale des Espagnols. En commentant le Concile, Oliveira Martins a dit que ce fut là que fut sauvé le ressort fondamental de la volonté humaine, la croyance dans le libre-arbitre. Ce qui fut sauvé surtout, ce fut l'unité de l'humanité. Une autre théorie de la Justification aurait-elle prévalu que les hommes seraient tombés dans une sorte de fatalisme, qui les aurait poussés indifféremment, ou à l'oppression d'autrui, ou au servilisme. Les non-catholiques s'abandonnèrent au ressort de l'orgueil qui leur a permis de prévaloir quelque temps, mais qui les a conduits finalement (Dieu ayant voulu que l'expérience fût faite) à se dégager, petit à petit, de ce qui restait en eux de chrétien, pour tomber dans leur paganisme actuel, sans savoir quelle destinée leur réserve l'avenir, parce que leurs perplexités sont telles que nos propres angoisses, en comparaison des leurs, deviennent des nuages d'été.

. . . . . .

Si quelques esprits avertis tournent maintenant les yeux vers l'Espagne du XVI[e] siècle, c'est parce qu'elle crut à la vérité objective et à la vérité morale. Elle crut que le bon doit être bon pour tous et qu'il y a un droit commun à tout le monde, parce que le préféré de ses dogmes était l'unité du genre humain et l'égalité essentielle des hommes, fondée sur leurs possibilités de salut. Dans les XVIII[e] et XIX[e] siècles les croyances opposées ont prévalu. Par la négation de la vérité objective on a soutenu que les hommes ne pouvaient pas s'entendre. Sur cette hypothèse du Babel universel on a fondé la liberté pour toutes les doctrines et, l'incompréhension de tous établie ainsi comme un postulat, il a fallu concevoir le droit comme le mandat de la volonté la plus forte ou de la majorité des volontés, et non comme l'impératif de la raison ordonnée au bien commun.

Cela a conduit le monde inévitablement à ce point : à la guerre de tous contre tous. A l'intérieur, à la guerre des classes; à l'extérieur, à la guerre universelle, suivie de la rivalité des armements, qui est la continuation de la guerre passée et la préparation de la future. Et comme l'Espagne du XVI[e] siècle, en face de ce chaos, représentait, avec sa monarchie catholique, les principes d'unité — l'unité de la chrétienté, l'unité du genre humain, l'unité des principes fondamentaux du droit naturel et du droit des gens, et même l'unité physique du monde et celle de la civilisation face à la barbarie, — les yeux, angoissés par l'incohérence actuelle des peuples, doivent se tourner vers l'épopée hispanique, et vers les principes de l'hispanité, par des raisons analogues à celles qui obligèrent l'Eglise, pendant le moyen âge, à ressusciter, autant que possible, l'empire romain, établissant de ce fait le Saint Empire Romain dans l'espoir qu'il pourrait en imposer aux violences des peuples et des princes.

RAMIRO DE MAEZTU.
(Du livre *Defensa de la Hispanidad.*)



Les jeunes filles de la Phalange traient les vaches dans les institutions de « La Fraternité de la ville et de la campagne ».

Les enfants dans les garderies de l'Espagne Nationale. « Pardonnez-nous nos offenses, comme nous pardonnons à ceux qui nous ont offensés ».

FRANCO la Phalange et les Autres

Il y a, en ce moment, une trinité métaphysique d'Espagne, que Dieu seul a pu forger...

En ce temps-là, l'Espagne souffrait dans sa douleur de mère abandonnée et, seuls, quelques hommes sincères, réfugiés dans les montagnes de Navarre, montaient la garde autour de l'antique visage de la Patrie qui allait se mourir...

Quelques bérets rouges, tout parfumés de poésie, rangés au fond de coffres de vieux chêne, et quelques antiques mousquets délabrés, témoins d'exploits glorieux. C'était là les uniques reliques de notre Etre authentique !

Mais l'âme diabolique du marxisme comptait plus d'adeptes que le psaume liturgique, que l'esprit de théologie et aussi que la solidarité familiale dans le travail... L'Espagne se mourait sans chansons, sans guerriers, sans cris d'angoisse, sans foi en ses destinées, sans justice et sans pain.

Il fallait sauver ce qui restait du passé; il fallait recommencer à être.

Et c'est alors que surgit la Phalange qui se mit à border toutes les routes de bras hâlés qui faisaient signe au ciel.

Et le premier jour de notre histoire nouvelle arriva. Par un miracle prodigieux, les montagnes se couvrirent de « bérets rouges » et, sur les mers, dans les vallées et les plaines, des « chemises bleues » se répandirent. Les uns et les autres se joignirent étroitement et partirent à la Victoire et à la Mort.

La Patrie recommença à vivre en état théologique, et un horizon de justice s'ouvrit devant elle tandis que se mettaient à pousser les premiers épis du pain de l'Eucharistie et de la Solidarité.

Et tous regardaient vers où allait venir celui qui serait le Chef qui allait tous les rassembler pour la grande entreprise.

Il était là.

Il se nommait Francisco Franco et il se tenait debout dans la lumière, planté au centre même de l'Histoire, tel un colosse homérique, le visage tourné vers le feu sacré de la guerre.

A côté de lui, nous avons vu seulement son Etat-Major, ses généraux et ses chevaliers.

Et derrière eux, il y avait nous autres.

Avec le béret rouge ou la chemise bleue, mais nous autres.

Les vrais.

Les Croisés.

Les Croisés de Santiago, d'Alcantara, de Montesa ou de Calatrava, peu importe ! Mais nous autres !

Et, en face, les armées de brutes sauvages, les vandales, les barbares qui assassinaient à leur aise derrière les généraux asiatiques.

Les démons.

Et Dieu, mort une autre fois, invisible mais présent sur les crucifix brisés et dans les cloches muettes.

Sur le théâtre de la guerre rien de plus.

Franco et ses chevaliers.

Nous autres, les Croisés.

Et, en face, l'ennemi.

Et l'épisode commença qui fut comme un autofadé sur la carte d'Espagne.

Aussitôt, dans les coulisses, autour des frontières, dans les chambres d'hôtel, près des récepteurs de radio, se terrèrent tous les embusqués, les tièdes, les lâches et les vieux politiciens de mauvaise foi.

Tous à l'affût, ainsi que des vautours!

Mais le miracle s'accomplit sans eux. Ou plutôt, combien il est heureux qu'ils soient demeurés en sommeil !

Tous, nous nous sommes sentis étroitement unis dans la trinité métaphysique de ce moment.

L'Espagne, Franco et la F.E.T. des J.O.N.S., ne formèrent plus dès lors qu'une seule et même chose. C'est-à-dire la Patrie, le Caudillo et le Peuple, unis dans une destinée commune, comme nous l'avait demandé, avec tellement d'angoisse, José Antonio.

Aussi longtemps que le souffle de la vie animera un « béret rouge » ou une « chemise bleue », nous ne consentirons pas que les corbeaux des vieux festins viennent tenter de rompre cette sainte Trinité qui est notre triomphe dans la Loi et dans l'Esprit.

Il faut une bonne fois qu'on sache que Franco, l'Espagne et la Phalange c'est une même chose et, qu'en dehors, il n'y a rien ni personne qui puisse parler au nom de l'Espagne véritable et éternelle.

Nous vénérons Franco, parce qu'il est fier d'être notre Capitaine, sous le signe du Joug et des Flèches, parce qu'il a soif de l'Empire, parce qu'il nous apporte, au prix de soins incessants, la Patrie et la Justice, et parce qu'il nous rend saine, notre Espagne qui était infirme et qui agonisait dans nos bras.

Nous comprenons la Phalange Espagnole Traditionaliste, parce que nous nous considérons des Espagnols privilégiés et élus, et parce qu'elle reste l'énoncé complet des J.O.N.S. (Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista).

A cause de tout cela, il ne peut exister de bon Espagnol qui ne soit un loyal phalangiste, et personne ne peut figurer dans les rangs de cette union sublime sans voir en Franco un Symbole et un Chef.

Les « autres », qu'ils essaient de revivre leurs festins ! Notre place est sous les étoiles, l'arme au pied, à l'air libre et l'attention en éveil. Et, si quelqu'un croit pouvoir rompre cette trilogie, de l'Espagne, de Franco et de la Phalange, il sera pulvérisé comme par un miracle biblique et foudroyant.

Nous n'avons pas peur d'un raisonnement. Pourquoi la violence nous ferait-elle peur ?

FEDERICO DE URRUTIA.

Quelques mots du Général Franco

Tous ceux qui appellent une médiation, servent, consciemment ou inconsciemment, les rouges et les ennemis cachés de l'Espagne.

La guerre d'Espagne n'est pas quelque chose d'artificiel. C'est l'achèvement d'un procès historique, de la lutte entre la Patrie et l'anti-Patrie, l'unité et la sécession, la morale et le crime, l'esprit et le matérialisme, et il n'y a pas d'autre verdict possible que le triomphe des principes purs et éternels sur les principes mixtifiés et antiespagnols.

Celui qui croit à la médiation, se prononce pour une Espagne brisée, matérialiste, divisée, asservie et pauvre, dans laquelle serait réalisée la chimère d'une vie commune entre les criminels et leurs victimes; la paix pour aujourd'hui et la guerre pour demain.

Le sang de nos glorieux morts, et le fécond sacrifice de tant de martyrs, retomberait sur celui qui se laisserait prendre à cette manœuvre perfide. L'Espagne nationale a vaincu; elle ne se laissera enlever ni amoindrir sa victoire par rien ni par personne.

Le Cauchemar de la Médiation

Il convient de démasquer sans répit les duperies des rouges : ne pouvant pas empêcher le dénouement de la guerre, victorieux pour Franco, il n'y a pas de moyen dont ils n'usent pour lui enlever une paix victorieuse. La médiation constitue un des innombrables complots de la juiverie destinés à saboter la haute mission catholique et impériale de l'Espagne. Etant donné que la paix victorieuse ne s'obtiendra qu'au moyen d'une solution exclusive, la révolution nationale-syndicaliste, c'est par la manœuvre étrangère de la médiation que l'on veut écarter la Phalange.

★

La première médiation étrangère en Espagne fut le soulèvement du Portugal et de la Catalogne en 1650, ayant pour but de balkaniser l'Espagne afin de la dépouiller de sa puissance militaire sous le signe de « l'équilibre européen ».

La seconde médiation étrangère fut la guerre de Succession, dont le résultat fut le sacrifice de Gibraltar, pour « supprimer les Pyrénées ».

La guerre d'Indépendance marqua la troisième médiation étrangère en Espagne. Elle servit à y instaurer un régime démocratique et à impulser l'indépendance de l'Amérique, la perte de l'Empire espagnol.

La quatrième médiation eut lieu en 1836, date à laquelle on envoya la Légion anglaise pour tâcher d'établir un autre Gibraltar, ou plusieurs autres, sur la Mer Cantabrique.

La cinquième médiation correspond à la guerre d'Afrique. C'est alors qu'on empêcha les troupes espagnoles de pénétrer à Tanger et de créer une zone d'influence au Maroc.

La sixième médiation eut lieu en 1898, pour enlever à l'Espagne les derniers vestiges de son empire.

La septième médiation se rapporte à Algesiras, en 1903, dans le but de réduire au minimum le protectorat espagnol au Maroc.

Toutes ces médiations eurent lieu tandis que l'Espagne était soumise à des influences, à des régimes ou à des idées étrangères. Elles eurent lieu quand l'Espagne ne pouvait compter sur un « bon maître », tel que Franco, ni sur un mouvement tel que la « Phalange ».

★

Mais, en plus de ces médiations extérieures, l'Espagne a subi une autre médiation, ou ingérence, dans sa politique de pays libre et indépendant. C'est la médiation qui mit son économie dans des mains étrangères, qui annula son pouvoir militaire, qui imposa à son gouvernement la néfaste influence du libéralisme, dont la conséquence devait être l'irréligiosité des masses, le désastre social, la trahison des intellectuels, la corruption universitaire, le désastre économique. En un mot, l'élément rouge. C'est la médiation qui fomenta le régionalisme, le séparatisme, continuation du vieil idéal de la Paix des Pyrénées : éparpiller l'Espagne en des Espagnes, en une fédération ibérique, en une poignée de concessions étrangères.

Les forces secrètes estimèrent que le marxisme, le séparatisme et l'irréligiosité étaient parvenus à un point suffisant de maturité et décrétèrent le commencement de l'ultime étape de leur triomphe en Espagne : la République du 14 avril.

Néanmoins, malgré les attaques, dans tous les domaines, au cours de tant d'années, l'honneur de l'Espagne n'était pas encore mort; l'âme de l'Espagne, qui est la foi catholique et le sens éternel impérial, hérité de Rome, vivait toujours. Il restait en Espagne la vertu de l'armée, les sentiments de la tradition, la doctrine de la Phalange et la présence du Caudillo, et le 14 avril rencontra ce que ses auteurs n'auraient pu atteindre : la réponse du 18 juillet.

★

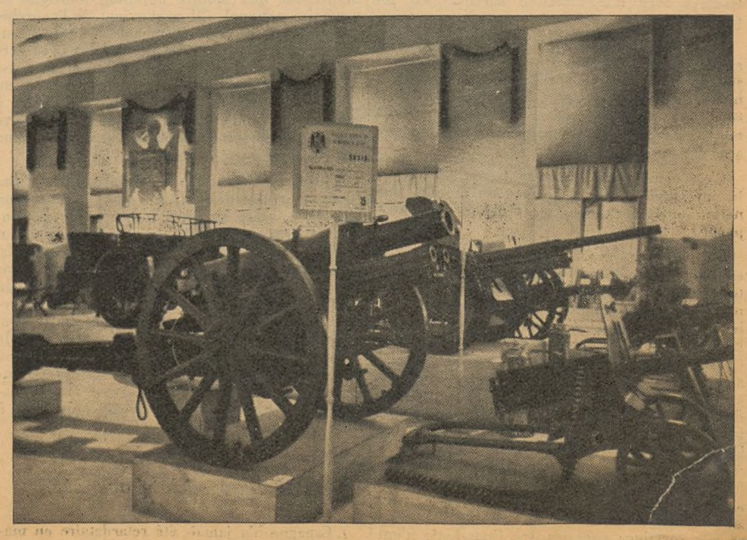
Les forces secrètes s'avisèrent de ce que le 14 avril avait été prématuré. Malgré tout, par l'entremise des grandes démocraties, qui sont leurs meilleurs instruments, elles firent leur possible pour mettre fin, avec la victoire rouge, à leur œuvre destructrice de l'Espagne. Elles n'y ont pas réussi, mais elles n'ont pas abandonné non plus leur entreprise. Et maintenant, leur dessein est de saboter la paix, d'obtenir que l'Espagne, qui va sortir de la guerre, soit une Espagne semblable à celle de 1812, à celle de 1898, à celle de 1930.

Le problème, que ces forces secrètes se sont posé, est le suivant : L'Espagne possède un chef, qui est Franco; un mouvement populaire et immense, qui est la Phalange; une révolution qui est la révolution de ce mouvement, dirigé par ce Chef, pour obtenir définitivement l'Unité, la Grandeur et la Liberté de l'Espagne. Et voilà ce que, ni ces forces secrètes, ni ces états, leurs instruments, ne peuvent tolérer; parce que l'Unité est justement ce qui s'oppose à leur désir d'une Espagne divisée; la Grandeur est ce qui s'oppose à l'Espagne faible qu'elles avaient obtenue; la Liberté est ce qui s'oppose à la domination coloniale qu'elles ont exercé de fait pendant tant d'années. C'est pourquoi, elles veulent renverser ce Caudillo et demandent un chef qui n'ait pas connu la guerre. C'est pourquoi elles veulent disloquer la Phalange et demandent sa dissolution immédiate. C'est pourquoi elles veulent empêcher la révolution et demandent une entente avec ceux de la Troisième Espagne.

Alors on pourrait continuer l'œuvre destructrice de l'Espagne et l'on reviendrait plus ou moins à la situation de 1930. Et comme l'année 1930 arriva après la dictature, elles admettraient une dictature, sans penser qu'un autre 14 avril pourrait aussi arriver comme alors, mais maintenant contre les forces secrètes elles-mêmes.

★

Il faut répéter l'éternelle consigne. Face à la médiation, la Phalange formera le carré plus étroitement que jamais autour de Franco, parce que la médiation, c'est la trahison à la patrie, à Franco et aux morts.



Un aspect de l'exposition du matériel de guerre, pris aux rouges, dans le Kursaal à Saint-Sébastien.

Ayuntamiento de Madrid

Origine et raison d'être du mouvement national espagnol

par le Marquis de LUCA DE TENA, directeur du journal 'A B C'

La situation d'Espagne avant la guerre.

Bien des personnes de bonne foi croient encore que la guerre civile espagnole est une lutte entre une démocratie et une armée soulevée contre elle. Rien n'est plus éloigné de la vérité. On peut proclamer et démontrer à la face du monde que le Mouvement patriotique espagnol n'a pas été un simple et vulgaire soulèvement militaire, ou « pronunciamento », contre un pouvoir légitime. Non. Les véritables insurgés étaient et sont, en Espagne, les gouvernements qui ont immédiatement précédé la guerre civile et ceux qui se sont, ensuite, succédés, d'abord à Madrid, puis à Valence, et actuellement à Barcelone, depuis que l'approche des troupes nationales a obligé les bolcheviks à changer le siège de leur capitale. Ce sont ces gouvernements qui, débordés par les masses communistes et anarchistes, sont sortis de leur propre légalité, alors que les autres Espagnols l'acceptaient avec respect. La Constitution de 1931 a été violée par ceux-là même qui l'ont votée. Ils ont nié les parties les plus élémentaires des Droits de l'homme, en commençant par le droit à la vie. Ils ont livré l'Espagne entière au règne du pistolero. Les travailleurs, la masse de la nation espagnole, son commerce, son industrie, toutes les classes de producteurs et d'ouvriers, ont été lancés dans une lutte fratricide. Exaspérés par la tyrannie marxiste, ils se sont levés en armes, aidés par l'armée, pour mettre fin à cette période de crime, de pillage et d'arbitraire qui déshonorait la patrie.

La funeste Constitution de 1931, contraire à l'esprit national, n'était pas, toutefois, combattue autrement que par les moyens légaux qu'elle-même avait établis. Ce furent les gouvernements de gauche, — ceux-là même qui, en la promulgant, avaient le devoir de veiller à son exécution, — qui secouèrent les principes du civisme et de la fraternité, communs à tous les Codes constitutionnels qui les énoncent. « Tous les Espagnols sont égaux devant la loi », affirmait l'un des premiers articles. Et tandis que les hordes marxistes et anarchistes se livraient à l'assassinat et au pillage avec la plus scandaleuse impunité, les citoyens qui ne professaient pas des idées extrémistes étaient brutalisés. On confisque leurs biens aux ordres religieux. « Aucun Espagnol ne pourra être molesté pour ses opinions religieuses », disait cependant un autre chapitre de la Constitution, mais les autorités n'en ont pas tenu compte pour arrêter les incendies d'églises et de couvents que provoquaient de fréquentes révoltes ou mutineries à Madrid et dans d'autres villes. « La liberté syndicale » était un des autres principes que proclamait la constitution républicaine. Les numbles ouvriers qui appartenaient à la Phalange Espagnole et aux syndicats catholiques et indépendants, étaient poursuivis comme des malfaiteurs et molestés; on les empêchait de travailler s'ils ne s'affiliaient pas aux Sociétés marxistes. Singulièrement, en 1936, de février à juillet, la vie des Espagnols dépendait du caprice d'un quelconque chef rouge et les assassinats étaient très souvent organisés au sein du gouvernement : les propres agents de celui-ci étaient chargés de les exécuter. Nous pouvons donner comme exemple l'assassinat de Calvo Sotelo, député aux Cortès, chef nationaliste de l'opposition parlementaire qui, le 13 juillet, fut violement enlevé de sa maison, puis assassiné à coups de revolver et à coups de couteau, quelques minutes plus tard par un groupe de Gardes d'Assaut, corps de troupe qui dépendait du ministre de l'Intérieur.

L'origine du Mouvement fut purement nationale. Son but fut de délivrer la patrie espagnole des anarchistes et des communistes qui s'étaient emparés du pays. Il est certain que, le 17 juillet 1936, les éléments communistes et anarchistes ne formaient pas le Gouvernement de la République bien qu'ils aient figuré plus tard, et pendant la guerre, parmi les ministres. C'était un gouvernement de gauche républicaine, issu du Parlement, mais absolument dépassé par les masses extrémistes qui, dans Madrid même, à 200 mètres du ministère de l'Intérieur brûlaient les églises, prenaient d'assaut les rédactions des journaux nationaux, assassinaient les paisibles citoyens et pouvaient crier impunément, deux mois avant de commencer la guerre : « Vive la Russie et meure l'Espagne ».

C'est avec une ampleur impressionnante, qui donne une idée de la rapidité avec laquelle le désordre peut s'étendre, que ces masses, grâce à la complicité du gouvernement, obtiennent la réintégration illégale des anciennes municipalités à majorité socialiste; font admettre le renvoi des fonctionnaires que le Front populaire juge ses ennemis; ébranlent jusque dans ses fondements l'intégrité de l'administration judiciaire, en déchaînant la persécution sur les magistrats, donnent une auréole, dans ces mêmes tribunaux, aux séparatistes condamnés pour le soulèvement de Catalogne; accélèrent la persécution religieuse; mettent en liberté, avant que le Parlement ait proclamé l'amnistie, les criminels qui avaient pris part à la révolution des Asturies en 1934; font évader de prison les condamnés de droit commun; prennent d'assaut et pillent des propriétés rurales; volent et assassinent dans les villes les plus populeuses.

Un jour de mars, à Madrid, se propage une rumeur absurde selon laquelle les femmes de l'aristocratie, accompagnées de moines, distribuent aux fils des ouvriers des bonbons empoisonnés. On ne saurait mentir plus grossièrement, mais l'aveuglement du peuple est tel que, dans les rues de Madrid, on renverse les automobiles et les tramways, on pille les magasins, on incendie encore d'autres églises, et des femmes de milieux très divers, rien que parce qu'elles sont correctement habillées, sont traînées avec une véritable barbarie sur les pavés de la rue.

Une autre fois, en mai, des communistes assassinent un officier. Une foule considérable suit le deuil jusqu'au cimetière; les communistes, grimpés sur des échafaudages de maisons, mitraillent le cortège : une douzaine de morts. Les blessés remplissent les postes de secours.

C'est comme un immense bagne, lâché sur le pays, qui souille, à la face du monde, une nation ausi glorieuse dans l'histoire que l'Espagne.

En parallèle, avec ces débordements et en conséquence même de ceux-ci, une chute mortelle se produit dans la vie économique nationale. Quelques semaines avant le mouvement, les grèves atteignent leur maximum de frénésie. Ni industrie, ni commerce qui ne souffrent de ce mal. Les sources naturelles de richesses ayant été épuisées ainsi, le mal prend des proportions gigantesques, à travers l'inconscience d'une politique de dépenses, de crédits, de conversions ruineuses, de subventions distribuées à tous vents, que reconnait le ministère des Finances lui-même. Toujours dans les formes légales dont le gouvernement de Valence s'est ensuite dispensé, commence la dilapidation du stock d'or que possédait la Banque d'Espagne [illegible] que certaines banques des Etats-Unis n'ont [illegible]norée. Le marxisme s'infiltre jusque dans [illegible]miers replis de la vie de l'Etat. De tous [illegible] esprit de destruction et de haine se lève, persécute jusqu'à la mort les cadres de l'armée, la jeunesse généreuse qui tombe dans la rue pour son idéal en vendant des journaux opposés au gouvernement et, en général, tous les hommes d'ordre. Auprès des organisations anarchistes qui s'accroissent d'une manière monstrueuse, le communisme, sous la coupe du Komintern et dans une étroite alliance avec Moscou, incite à la violence immédiate par les meetings, ainsi qu'aux réunions secrètes des dirigeants. C'est dans cet air de tragédie, de crimes et d'assassinats multiples que Calvo Sotelo fut assassiné, le 13 juillet, de la façon ignoble que nous avons dite : on ne pouvait aller plus loin. L'Espagne avait épuisé ses concessions à l'ignominie. L'armée, qui incarnait la patrie même, commença le mouvement de délivrance, que désirait la majorité des Espagnols. C'est pourquoi ceux qui réduisent l'éclosion de cette renaissance nationale à la mesquinerie de quelque soulèvement militaire mentent d'une façon indigne. Ce fut l'Espagne entière : l'aristocratie qui fait revivre ses gloires anciennes; la classe moyenne, intelligente et austère; l'ouvrier libre qui désire la paix et que tyrannisait la barbarie marxiste; et la jeunesse ardente avec son âme généreuse qui, par centaines de mille, s'enrôla comme volontaires dès le premier moment, dans les rangs de l'armée libératrice qui allait à la reconquête de la Patrie.

L'idée qui anime le mouvement.

Nous venons de décrire la situation de l'Espagne avant la guerre. De là, peuvent se déduire l'origine du mouvement et les raisons pour lesquelles l'armée l'a commencé, afin de répondre au désir de millions d'Espagnols. Nous pouvons affirmer que l'idéal suprême qui l'inspira dès ses débuts, tient en un seul mot : ESPAGNE. Cela consistait simplement à restaurer en Espagne tous les principes moraux, juridiques, d'entente sociale et d'autorité gouvernementale que les hordes communistes et anarchistes avaient détruits avec la complicité de gouvernements formés d'hommes faibles et dévoyés qui, pendant leur mandat ministériel, ne surent pas distinguer la démocratie et la liberté du débordement le plus effréné.

Les deux grands partis qui ont fourni au combat la majorité des volontaires et qui, par leur influence sur l'opinion publique, peuvent le mieux contribuer à la construction du nouvel Etat, sont à la base de cette union. Le généralissime à joint les principes de ces deux partis dans un parti unique : « la Phalange Espagnole Traditionaliste ». Son programme, qui est déjà celui du Mouvement, est contenu dans les vingt-six points de la Phalange; ceux-ci nécessiteraient un commentaire qui dépasserait les limites de cet article : on les résumera en affirmant que le nouvel Etat a pour base les principes d'autorité, d'hiérarchie, de tradition, la suppression de toute lutte de classe, et une politique sociale très neuve qui dément les calomnies selon lesquelles le Mouvement irait contre les intérêts des travailleurs.

Je dirai plus loin quelle idéologie inspire les principes du nouvel Etat qu'il faut créer et dont les caractères apparaissent déjà avec précision à travers la politique personnelle du général Franco. Mais au début, il ne pouvait exister qu'un seul but : celui de détruire la honte qui existait. Il était naturel qu'il en fût ainsi, car l'appui décidé et enthousiaste que l'opinion publique offrit, dès le premier jour, au mouvement, ne venait pas seulement des hommes de droite. Auprès des monarchistes traditionnels et de ceux qui venaient de la monarchie libérale aux affiliés de la Phalange espagnole et du parti populiste catholique, d'innombrables partisans des anciennes organisations de gauche s'adjoignirent, ainsi que la masse de tous les Espagnols sans partis qui désiraient anxieusement voir restaurer dans leur patrie la paix et la justice. C'est pourquoi les républicains avancés, qui s'en étaient tenus au libéralisme, furent lâchement assassinés, pendant la guerre, par les anarchistes devenus maîtres des villes et des villages qui n'ont pas encore été reconquis par l'armée libératrice. Ainsi sont morts de mort violente dans la prison de Madrid, sans procès ni sentence, don Melquiades Alvarez, l'un des juristes espagnols les plus illustres, chef du parti républicain libéral démocrate et ancien président de la Chambre des députés; Rico Avello, ancien ministre républicain de gauche et ancien haut-commissaire de l'Espagne au Maroc; Martinez de Velasco, ancien ministre des Affaires étrangères de la République; l'amiral Salas, qui fut également ministre républicain de la Marine et membre du comité technique naval à la Direction espagnole de la Société des Nations; Jimenez de La Puente, ancien député libéral, etc., etc.

Les intellectuels, universellement connus, comme Miguel de Unamuno, le docteur Marañon, le philosophe José Ortega y Gasset, Ramon Pérez de Ayala, le directeur de l'Académie espagnole, Ramon Menendez Pidal, et beaucoup d'autres qui avaient lutté, comme eux, pour la République avant et immédiatement après son instauration, devinrent de fervents nationaux et envoyèrent leur adhésion au général Franco; ils défendent désormais le Mouvement avec leur plume et la plupart d'entre eux ont leurs fils qui luttent comme volontaires sur le front national. Parmi les cinq grands esprits que nous avons cité, un seul, Miguel de Unamuno, était dans l'Espagne nationale au début du mouvement et il y resta jusqu'à sa mort. Marañon, Ortega y Gasset, Pérez de Ayala et Menendez Pidal, surpris par le Mouvement dans la zone rouge, parvinrent à s'échapper et, arrivant en France après avoir sauvé leur vie, dirent la vérité sur ce qui se passe là où dominent les bolchevicks.

S'il tient compte de l'unanimité dans l'enthousiasme que montre l'opinion publique en territoire national, s'il se souvient de l'anarchie qui régnait sur toute l'Espagne avant le Mouvement et qui continue à désoler les provinces non libérées, s'il pense à la qualité et au passé des hommes qui ont offert leur adhésion au général Franco, qui d'entre nous continuera à affirmer de bonne foi qu'il s'agit d'une guerre entre une démocratie organisée et des généraux rebelles ?

L'idéologie qui dicte les principes de l'Etat futur se précise déjà, disions-nous, d'une façon très nette, grâce au génie politique du généralissime Franco. En Espagne, la commotion fut si forte, que tous les nationalistes espagnols, après avoir occupé les plus diverses positions intellectuelles, vinrent se grouper autour du chef qui a demandé à tous l'union, pour terminer au plus tôt une guerre dont le couronnement doit être la paix dans un Etat où « la pure tradition et la substance même du passé espagnol prennent pour cadre des formes nouvelles, vigoureuses, héroïques, que les jeunesses d'aujourd'hui et de demain apportent à cette aube impériale de notre peuple ».

Une politique sociale avancée.

L'Espagne n'a jamais été retardataire en matière de législation sociale. La Monarchie s'était occupée de protéger l'ouvrier par des lois qui garantissaient son travail et les conditions de ce travail. Parmi les raisons qui causèrent la chute du régime monarchique, nous ne trouvons aucune trace, même en apparence, de question sociale. Ce furent, au contraire, des raisons politiques qui amenèrent, en 1931, l'avènement de la République et, parmi celles-ci, la principale fut une campagne de calomnies contre la personne même du roi, mais, dans aucune propagande républicaine, des revendications prolétaires ne furent mises en avant. Ce fut après l'instauration de la République et dans une ambiance démocratique qui s'empara peu à peu du pays dans l'anarchie, en 1936, que les organisations socialistes, communistes et anarchistes, commencèrent à troubler la paix nationale par des grèves et des incidents de toutes sortes, jusqu'à ce qu'elles fussent parvenues à en imposer aux gouvernants puis à les dominer.

Quel est le programme du nouvel Etat en matière sociale ? Jusqu'à présent, on n'a dérogé à aucune des lois dont les ouvriers pouvaient tirer un bénéfice. Le général Franco cherche, au contraire, à améliorer les dernières lois sociales de la République, dans les limites que lui trace notre économie. L'arbitrage a été maintenu et la création d'un Statut du Travail, qui détermine les droits et les devoirs des ouvriers et de leurs employeurs, en est le plus récent effet. Parmi les dispositions qui sont en vigueur, figure un décret qui reconnait aux prisonniers le droit au travail et à un salaire.

L'Espagne est, avant tout, une nation agricole. La part la plus importante de sa richesse est la terre et le plus abondant de ses produits, le blé. Le gouvernement a créé un organisme appelé « Office National du Blé »; il s'occupe de toutes les questions qui concernent le développement de la culture des céréales et leur revalorisation; il assure non seulement un prix minimum aux producteurs, mais encore il surveille la distribution du blé et de ses pricipaux dérivés. L'agriculteur modeste qui vivait uniquement de son travail, était à la merci des grandes entreprises ou des accapareurs. D'autre part, une superproduction très nette eût rendues plus graves encore les funestes conséquences d'une spéculation déchaînée et sans contrôle sur la valeur de ses propres produits. Désormais, l'Etat est l'acquéreur de tous les stocks de blé légaux et déclarés à vendre par leurs propriétaires au taux officiel ; ainsi est régularisée la vente, au plus grand bénéfice de l'agriculteur.

Séparatisme basque et catalan.

Nous dirons très peu de chose à ce propos, car il s'agit d'un problème factice que le pouvoir dissolvant de la République en Espagne a démesurément accru. Je ne veux pas dire, par là, que le problème du séparatisme n'ait pas eu une importance réelle. Avant la République, il était déjà une cause de préoccupations sérieuses pour les chefs de gouvernement qui se sont succédé, mais il ne s'agit point ici, comme on veut le faire croire à l'étranger, d'un désir de libération de deux nationalismes que l'Espagne eût opprimés. Aucune différence fondamentale n'a jamais existé, ni géographiquement, ni historiquement. En Biscaye, comme en Catalogne, le séparatisme était simplement un parti politique entre les autres. Dans ces deux belles provinces espagnoles, nous voyions, auprès des républicains, des monarchistes, des libéraux, des conservateurs, des socialistes et des communistes, des partis qui n'étaient en rien séparatistes dans leurs programmes et qui, réunis, forment une grande majorité dans chaque région. Dès les débuts de la guerre, les rouges s'allièrent aux séparatistes, dont le pouvoir avait beaucoup augmenté, grâce à la nature dissolvante que la République avait acquise en Espagne, et ils leur offrirent l'indépendance. Ainsi se formèrent les deux petites Républiques de Euzkadi et de Catalogne : la première n'existe déjà plus depuis que les troupes nationales ont complètement repris la province de Biscaye dont la capitale est Bilbao, grande cité qui s'est à nouveau incorporée à la patrie espagnole, avec le plus grand enthousiasme de la part de ses habitants. Voilà la meilleure preuve de ce qu'il y avait de factice dans ce problème du séparatisme. Bilbao a retrouvé sa vie normale et son air habituel après avoir été dominée pendant un an par les séparatistes rouges. Aujourd'hui, elle donne moins l'impression d'une ville conquise que d'une ville délivrée.

Espagne, sauvegarde de la civilisation occidentale.

Dans un article que j'ai publié dans l'A.B.C. de Séville, un peu après le début du Mouvement national, j'ai soutenu la théorie que l'Espagne a sauvé l'Europe, au Moyen-Age, de la domination musulmane, quelques siècles plus tard, du judaïsme, et qu'ensuite elle a contenu et circonscrit la Réforme; aujourd'hui, elle va sauver l'Europe de la barbarie communiste et asiatique. Pour comprendre cette vérité, il est nécessaire de tenir compte, non seulement de la sauvagerie révolutionnaire qui régnait en Espagne avant la guerre et que nous avons décrite, mais de celle qui s'est, depuis lors, centuplée, et que concrétisent les chiffres qui suivent, dûment contrôlées : 500,000 assassinats commis dans le territoire rouge entre le 18 juillet 1936 et le 15 juin 1938; la destruction, sur ce même territoire, de presque toutes les églises existantes, la persécution et l'assassinat des prêtres (on compte plus de 15,000 prêtres assassinés ainsi que 8 évêques et archevêques); l'assaut et le pillage de « plus d'un million de maisons particulières »; en résumé, la violation de tous les principes du Droit Naturel. Les représentants diplomatiques des principales nations du monde, accréditées à Madrid au début du Mouvement, peuvent témoigner de crimes et d'atrocités de toutes natures, qu'ils ont vu perpétrer dans la zone rouge, par ceux que bien des gens appellent encore les « gouvernementaux ». L'humanité des ambassadeurs et des ministres plénipotentiaires qui reçurent dans les ambassades, les légations et leurs annexes territoriales des milliers de réfugiés qui ne durent qu'à cet asile d'avoir la vie sauve, prouve qu'il n'est pas si difficile de connaître l'authentique réalité de la tragédie espagnole. Les bolcheviks n'ont pas poursuivi et assassiné seulement les classes puissantes ou aristocratiques. Le nombre des victimes démontre que ce furent, en majorité, des personnes modestes, de petits bourgeois et d'innombrables ouvriers. Dans le journal « A.B.C. », de Madrid, que je dirigeais, dont les rouges se sont emparés et qu'ils éditent avec une rédaction extrémiste depuis le 20 juillet 1936, on a assassiné, simplement parce qu'ils n'étaient pas affiliés aux Sociétés de travailleur marxistes, plus de cent ouvriers, sans compte le sous-directeur, Alfonso Rodriguez Santa Maria, et d'illustres collaborateurs ou rédacteurs, Ramiro de Maeztu, Manuel Bueno, Honorio Maura, Victor Pradera, José-Polo Bénito José Asenjo, Julio Duque et Alfredo Miralles. Je n'ai moi-même eu la vie sauve que parce que je me trouvais, avec ma famille, hors de Madrid, lorsque commença le Mouvement.

Si nous, nationaux, avions perdu la guerre, il est indiscutable que la vague rouge, avec les mêmes caractères de violence, avec ses assassinats et avec ses destructions, se serait étendue immédiatement aux deux pays voisins : le Portugal et la France. Prise entre le bolchevisme pur de la Russie, à l'Orient, et le bolchevisme anarchique du Portugal, de la France et de l'Espagne, à l'Occident, on peut imaginer quel sort eût connu l'Europe en très peu de temps. Aussi peut-on affirmer que l'Espagne ne se défend pas seule et que le sang des Espagnols, versé avec un sublime héroïsme sur les champs de bataille, est la sauvegarde de la Civilisation pour tout le vieux continent européen.

Les deux pays qui, par leur proximité, devraient connaître le mieux le problème espagnol, sont le Portugal et la France. Le Portugal, que dirige un gouvernement fort et antimarxiste, bordé sur toute sa frontière par l'Espagne nationale, ne connaît pas, en ce moment, de problème grave. Pour la France, il en est autrement. La situation de la France est très semblable à celle qui existait en Espagne il y a deux ans. Plus lentement, parce que sa République a des racines et une tradition pour ainsi dire conservatrice, il est indiscutable que la France suit un chemin semblable à celui qui conduisit l'Espagne à la tragédie. Devant la possibilité du danger, les journaux nationaux français nous comprennent bien. « Le Jour », « L'Epoque », « Le Matin ». « Le Journal », « Candide », « Gringoire », « Je Suis Partout », entre autres quotidiens ou périodiques de Paris, essayent de sauver la France grâce à l'exemple de l'Espagne. Il fut curieux de voir qu'à l'heure où les milieux internationaux escomptaient un mouvement vers la gauche aux dernières élections cantonales, les électeurs français firent marche arrière en votant en faveur du centre. Cela est curieux, mais parfaitement naturel. Du côté de la Méditerranée, la France a une frontière commune avec l'Espagne rouge. Les éclaboussures de notre guerre l'ont atteinte, aggravées par l'aide non dissimulée que son gouvernement de Front Populaire donna aux communistes espagnols. La France s'est regardée dans le miroir de la mer latine et a bien vu le reflet de la tragédie toute proche de Barcelone, cette grande cité martyre, siège de la Fédération Anarchiste Ibérique.

L'intervention étrangère dans la guerre civile.

Une des plus grandes infamies de la propagande rouge que les bolchevicks ont si habilement menée grâce à l'or volé dans les coffres de la Banque d'Espagne à Madrid, consiste à faire croire à l'opinion mondiale que l'Espagne nationale n'est rien moins qu'envahie par des armées étrangères qui lutteraient avec les vrais habitants du pays. C'est une calomnie, c'est un mensonge que les rouges ont cyniquement inventé afin de provoquer un conflit mondial, seule et unique possibilité, pensaient ils, de sauver leur cause irrémédiablement perdue. Il est nécessaire d'en donner le démenti le plus catégorique. L'Espagne nationale a maintenu, maintient et maintiendra inexorablement sa souveraineté. Elle est incapable de compromettre l'intégrité de son territoire par aucun pacte avec un autre Etat, quel qu'il soit, et proteste solennellement contre cette calomnie que lancent, à propos de son indépendance et de sa dignité, ces mêmes hommes qui, eux, furent capables d'offrir officiellement le Maroc espagnol à l'Angleterre et à la France, en échange d'un appui militaire. Ne vous souvient-il pas de cet épisode, qui eut lieu il y a environ vingt-deux mois, et qui obtint le maximum de publicité dans les plus grands journaux d'Europe et d'Amérique ?

Je vous prouverai, au contraire, que si les rouges n'avaient pas reçu l'aide étrangère dès le premier moment, quand l'Espagne nationale comptait seulement sur ses propres moyens, la victoire des nationaux eût terminé la guerre en quelques semaines. Le Mouvement commença, nous l'avons déjà dit, le 17 juillet 1936; il partit de Burgos, de Valladolid, de Pampelune et d'autres villes où il avait pleinement triomphé, au premier jour. L'armée nationale avança victorieusement vers Madrid, parcourut des centaines de kilomètres sans qu'il y eût dans ses rangs, un seul volontaire qui ne fût pas espagnol, ni une seule arme d'aucun ordre qui provint de l'étranger. Le 24 juillet, les avant-gardes nationales se trouvaient sur les hauteurs de la sierra de Guadarrama, à 50 kilomètres de Madrid, où elle serait entrée peu de jours après si elle n'avait trouvé, en face d'elle, les nombreux avions étrangers que le gouvernement de Madrid avait achetés à ces nations qui eurent la complaisance de les leur vendre ou de les leur donner. La chose est connue dans toute l'Europe et les journaux français l'ont dévoilée en donnant les numéros des avions, leurs marques et leur date de sortie, des aérodromes du sud de la France, à destination de l'Espagne. Après les avions, arrivèrent les fusils, les mitrailleuses que le gouvernement bolchevick acheta en dehors de l'Espagne avec une facilité inouïe, même après l'accord de non-intervention que les principales puissances venaient de signer. Pendant ce temps, le général Franco, à la tête de l'armée d'Afrique, avançait du détroit de Gibraltar vers le centre de la péninsule, conquérant la moitié de l'Espagne en une marche triomphale, qui restera dans les annales militaires du monde, et refusant les offres qui lui faisaient de l'étranger d'innombrables volontaires. Ainsi, il refusa, dit-il, 6.000 Irlandais et plusieurs milliers de chemises noires italiennes. A la fin octobre, le général Franco se trouvait aux portes de Madrid, ayant parcouru, en deux mois, près de 1,000 kilomètres. Les rouges étaient anéantis. La guerre de l'Espagne contre les milices marxistes s'achevait. La guerre internationale allait commencer.

Le 4 novembre apparurent sur le front, pour la première fois, de nombreux tanks russes dont trois restèrent entre les mains des nationaux, au village de Torrejon de Velasco, à 20 kilomètres de Madrid. Cinq jours plus tard, les rouges incorporaient à leurs troupes près de 30,000 internationaux que les partis socialistes et communistes de France et d'autres pays d'Europe avaient recrutés par voie d'affiches, en faisant des offres publiques. Dans leurs combats toujours victorieux, les nationaux commencèrent à faire prisonniers des officiers étrangers; des généraux russes commandaient l'armée rouge. C'est alors, et à ce moment-là seulement, que le général Franco comprit qu'il n'y avait aucune raison de refuser les volontaires étrangers qui s'offraient à lui. Mais leur nombre fut limité, rien que pour leur donner une place d'honneur dans la lutte contre le communisme international.

Actuellement, la proportion des combattants étrangers, la plupart italiens, n'atteint pas 6 p. c. de l'armée nationale.

L'Espagne blanche et l'Espagne rouge.

L'Espagne a cinquante capitales de province. Le Mouvement triompha dans vingt-sept, le premier jour, et le gouvernement de Madrid en conserva vingt-trois. Aujourd'hui l'Espagne nationale en a 36 et les rouges 14. En vingt-sept mois de guerre, les provinces et les capitales que les nationaux ont conquises sont, dans l'ordre suivant : Huelva, Segovia, Badajoz, Guipuzcoa et Saint-Sébastien, Tolède, Malaga, Bilbao, Santander, Lerida et Castellon.

Ce qui se passe dans la zone nationale est le contraire de ce qui se passe dans la zone rouge : dans celle-là, les droits individuels, compatibles avec l'état de guerre, sont intégralement garantis. L'Eglise catholique jouit d'une liberté totale et les autres croyances, de la plus respectueuse considération. L'Armée et la Marine, leurs chefs et leurs cadres, observent les codes et les règlements qui leur sont particuliers.

Cette zone nationale, où la vie d'arrière s'écoule dans un calme paisible, est gouvernée par un chef d'Etat conscient de ses devoirs, qui assure et garantit, avec son gouvernement, la vie intérieure du pays et le déroulement normal de ses activités. Les étrangers, même ceux dont les pays n'entretiennent pas de relations avec l'Espagne nationale, jouissent de tous leurs droits et les consuls exercent en pleine liberté leurs fonctions.

Les tribunaux, toujours composés des membres de la Magistrature, appliquent strictement des lois qui étaient en vigueur avant le 17 juillet 1936.

La vie agricole, industrielle, commerciale, ainsi que le recouvrement des impôts, se poursuivent régulièrement, suivant les formes juridiques et dans le respect de la propriété privée.

Ce sont là des faits que n'importe quel homme impartial peut contrôler.

Juan Ignacio LUCA DE TENA.

Une belle oeuvre

C'est celle des Autels et Croix d'Espagne

Patronnée par S. E. Mgr J. Micara, Nonce Apostolique

Nous nous en voudrions de ne pas coopérer à la diffusion de l'Œuvre de Secours aux Eglises, Chapelles et Monuments religieux d'ESPAGNE, pillés, incendiés et presque toujours détruits de fond en comble par les Marxistes ennemis de DIEU et de son Eglise.

Cette œuvre des Autels a, comme grand animateur, un Liégeois, modeste parmi les modestes, M. Jean-Armand MEYERS. Il a, d'ailleurs, de qui tenir, étant fils du baron MEYERS, Procureur Général Honoraire, si estimé et respecté dans la ville des Princes-Evêques.

M. Jean MEYERS a dirigé un appel chaleureux à tous ceux qui, possédés par un esprit de justice et d'esthétique, n'ont pu que réprouver les destructions des plus belles œuvres religieuses et artistiques, conçues jadis sous l'impulsion du plus pur idéalisme par les artistes espagnols.

Le premier but de l'Œuvre est de venir en aide aux prêtres persécutés, privés de sanctuaire et d'autel, pour leur procurer les ornements nécessaires pour la célébration du Culte.

Un premier envoi d'ostensoirs, de ciboires et de chasubles sera acheminé cette semaine, à destination de l'ESPAGNE. Il sera remis par M. MEYERS à S. E. le Cardinal GOMA Y TOMAS, archevêque de TOLEDE, Primat d'ESPAGNE, lequel aura ainsi une première démonstration de l'appui pratique des Belges envers son clergé décimé.

Puisse-t-elle être suivie par de nombreux imitateurs catholiques !

Les versements, si petits soient-ils, peuvent être faits aux comptes chèques du Comité « ŒUVRE DES AUTELS ET CROIX D'ESPAGNE » : nº 1861.63B, de M. Jean-Armand MEYERS, place St-Christophe, 8, à LIEGE; nº 3989.34, de Mlle Myette van STEENBERGHE, rue du Taciturne, 43, à BRUXELLES; nº 762.72, de Mlle Anne-Marie NEVE de MEVERGNIE, « LE PADDOCK », à BOTTELAERE-lez-GAND; nº 1469.00, de Mlle Marie de CORDES, rue de l'Hôpital, 20, à TOURNAI; nº 3390.54, de Mme Hubert JADOUL, rue du Lombard, 21, à HASSELT; nº 3987.62, de Mlle Rosette CAPELLE, rue Henri Nolf, 8, à COURTRAI; nº 886.02, de Mme Jean SPRINGUEL, rue Longs Thiers, 20, à HUY; nº 3737.90, de Mme Jean van VYVE, rue Carnot, 154, à ANVERS; nº 3356.12, de Mlle Geneviève BRIBOSIA, rue Lucien Namèche, 10, à NAMUR; nº 434.58, de Mlle Marguerite-Marie SAUVAGE, à ENSIVAL (Verviers); nº 7012.81, de Mlle M. HENRY de FRAHAN, à DINANT.

Catholiques, écoutez l'appel de ces personnes charitables. Aidez le clergé espagnol en son Ministère des Autels. Tendez une main secourable à ces Evêques et Prêtres, survivants de l'hécatombe marxiste !

Bruxelles, le 6 octobre 1938.
Le Comte VAN DER BURCH.

Quelques-uns des objets sacrés (14 calices) envoyés par l'Œuvre des Autels et Croix d'Espagne au Cardinal Goma y Tomás.

Les étonnantes offensives rouges

L'offensive sur Oviedo, dont la prise fut tant de fois faussement annoncée : 80,000 pertes, dont 31,000 morts.

L'offensive sur Villareal, front du Nord, commencée par un « coup de fusil » de parade de M. Aguirre, qui se vantait de pouvoir aller aussitôt prendre le café à Vitoria : perte de 25,000 hommes.

L'offensive sur le « Cerro del Aguila » et « Carretera de la Coruña », dans laquelle les rouges ne réussirent même pas à occuper une seule tranchée : 35,000 pertes, dont 10,000 morts.

L'offensive sur Brunete, qu'ils occupèrent par surprise et perdirent ensuite : plus de 30,000 pertes, dont 8,500 morts.

L'offensive sur Belchite : 25,000 pertes, dont 8,500 morts.

L'offensive sur Teruel : 36,000 pertes, dont 12,500 morts.

La présente offensive sur l'Ebre, qui a déjà coûté aux rouges 60,000 morts et 10,000 prisonniers.

C'est la preuve éclatante du talent stratégique des rouges ! !

On voit tout l'intérêt qu'ils portent à la vie de leurs hommes ! !

Ayuntamiento de Madrid

De waarheid over Spanje

door Hendrik SERROU (Antwerpen)

Wanneer men met aandacht de beteekenis der woorden, welke het dagblad « Le Peuple » aan zijne lezers ten beste gaf,

Na Spanje, Frankrijk, na Frankrijk België, tot in de kleinste bijzonderheden onderzoekt, en met aandacht de buitenlandsche politiek volgt, dan komt men tot de gevolgtrekking, dat de binnenlandsche toestanden, welke zich de laatste maanden, de laatste weken voorgedaan hebben, in ieder dezer drie landen, de plannen uitgewerkt worden, welke onvermijdelijk moeten leiden tot het uitroepen der

Diktatuur van het Proletariaat
GESTEUND
DOOR DE MITRAILLEUSEN
EN HET GELD VAN MOSCOU.

I. Het voorspel der Spaansche revolutie.

Op 19 april 1931 verlaat Koning Alfons XIII Spanje, en vertrekt naar Carthagena, onmiddellijk daarop wordt de republiek uitgeroepen, met als voorzitter een vooraanstaand katholiek, Alcala Zamora, welke men beweerde, aan de verlangens van het volk te beantwoorden. Hij stond geboekt als een voorzichtig en gematigd man, maar onder den invloed der rooden.

Gedurende de eerste twee jaren, dat de linkschen het bewind in handen hebben gehad, en nu eens de kans hadden aan het volk te bewijzen, dat het nieuwe regiem leefbaar was, zijn zij volstrekt niet bij machte geweest, betere sociale toestanden te scheppen voor de werkende klas. Van dit alles hebben ze niets begrepen; de omverwerping der Monarchie, heeft hen tot niets gediend, en niets is minder waar, de ondervinding heeft het ons bewezen, dat de linkschen, volstrekt geen duurzame vrede aan de Spaansche republiek hebben kunnen schenken.

De begoede burgerij der Club del Alteno, vereeniging van vooraanstaande intelektueelen van links, waarvan Miguel Azaña, den huidigen voorzitter der republiek, deelmaakte, de socialistische, de vrije anarchisten en de kommunisten vereenigingen, tot in de werklieden middens toe, zij allen stonden tegen over elkander met gebalde vuisten, verdeeldheid in het Parlement, verdeeldheid onder de massa, haat en nijd tusschen diegene, welke samen gestreden hadden tot de oprichting eener Vrije Republiek. Ziedaar de juisten toestand der linkschen na twee jaar geregeerd te hebben.

Deze verdeeldheid bracht hen ten val, en de rechtsen aan het bewind, maar helaas! deze hebben het nieuwe regiem ook niet op gezonde basisen kunnen organiseeren, ook deze stonden onderling verdeeld, met den dag nam de misnoegdheid onder het volk toe, ook de rechtsen waren niet bij machte, de wantoestanden welke er in gansch het land heerschte, op te klaren.

Na 5 jaren Republiek, van 19 April 1931 tot op 16 Februari 1936, dag der verkiezingen, heeft men nog van rechts, nog van links, een dam weten op te werpen tegen de geheime aktie der Komintern, diegene welke, ik herhaal het, na 5 jaren republiek het volk konden redden van de verschrikkelijke broedermoorden welke er heden in Spanje plaats hebben, zijn onmachtig geweest, te laf, een enkele oplossing te brengen aan het Spaansche volk, noch onder politiek, noch onder sociaal oogpunt.

De agenten der Kommintern, hadden langzaam, maar zeker, de bolchevistische idëeen, weten ingang te doen vinden, bij de aanhangers der extremisten van links. Lenine had het immers voorspelt, dat Spanje het meest vatbare land was, Staline had deze voorspelling niet uit het oog verloren, Moscou waakte, de tijd was aangebroken, **na Spanje, Frankrijk, na Frankrijk, België,** ook daar was het regiem tot in zijne grondvesten verrot, onder andere het graan schandaal enz., enz., vrienden, zie de toestanden in Frankrijk, bekijk deze in Uw eigen land.

Het spook der Kommintern daagt weer op in dit bloedbad van heden, **in Spanje;** op dit VII kongres, welke in Augustus 1935 te Moskou plaats hadden, werden ook de plannen der Spaansche revolutie gesmeed, en het ingrijpen der Komintern was in het begin van 1936 voor hen aangebroken, men zou het « Frente Popular » stichten. Vóór de verkiezingen beloofde men aan het volk het onmogelijke, ze liepen in de val, de zoogenaamde meerderheid van het « Frente Popular » bij de verkiezingen van 16 Februari 1936, zou aan het Spaansche volk het aardsch paradijs bezorgen, zooals in Rusland, het « aardsche paradijs », doch niet voor de meederheid van het Spaansche volk, welke volstrekt antimarxist is. Het geld van Moscou moest vruchten afwerpen, het bolcheviseeren van de Spaansche republiek moest kost wat kost doorgevoerd worden, en de woorden van Lenine, de Russische beul, « dat negentig ten honderd der massa uitgemoord word, dat kan mij niet schelen, als de 10 overblijvenden maar overtuigde kommunisten zijn, welke de macht der soviets verstevigen », zie daar de taal van Lenine en zijn medeplichtigen, deze woorden, zullen de Spaansche bolchevisten met hunne handlangers uit Moscou, wel ten gepaste tijde in praktijk weten te stellen

II. De verkiezingen van 16 Februari 1936.

Er wordt in de socialistische dagbladen **« Le Peuple », « Volksgazet » en andere** dagelijksch gekletst, en aan hunne sukkelaars opgedischt, de wettige regeering is aangevallen, de wil van de massa word gedwarsboomd, de rebellen zijn moordenaars, van vrouwen en kinderen, de militaire kliek van Franco hebben hunnen eed verbroken, tegenover eene wettige regeering, enz., enz.

Onderzoeken wij nu eens de verkiezingen van 16 Februari l. l. en op welke manier de « Frente Popular » de overwinning behaalden.

Wanneer ik het boek, getiteld « **Het Hedendaagsche Spanje » (L'Espagne d'aujourd'hui),** in handen neem, dit boek geschreven door **Ed. Conzé,** gekend als een der voorstanders van uiterst links, dan vind ik op bladzijde 119, de uitslagen dezer verkiezingen, uitslag welke de overwinning der Frente Popular in een duister daglicht stelt, wanneer ik met de grootste nauwkeurigheid inzage neem dezer cijfers, dan vraag ik mij af met welk recht het Frente Popular, zich wil laten doorgaan, de meerderheid van het Spaansche volk te vertegenwoordigen.

Doch laat de cijfers spreken.

op de **9.266.000 uitgebrachte stemmen.**

Behaalde het **centrum** en de **rechtsche groep 4.910.000 = 200 gekozenen.**

Frente Popular bestaande uit **republikeinen socialisten en kommunisten 4.356.000 = 270 gekozenen.**

Zoodus eene meederheid van **70 zetels** voor het **Frente Popular,** niettegenstaande eene **meerderheid van 554.000 stemmen,** behaald door het **centrum** en de **rechtsche groep.**

Hoe en door welke omstandigheden is deze, behalve juiste verdeeling der zetels gebeurd? Hoe dit opgeklaart? Alleen, eene afzonderlijke studie der verkiezingswetten toegepast in Spanje zou het vraagstuk kunnen oplossen, het boek welke de vermelde cijfers opgeeft, spreekt er spijtig genoeg niet over.

In ieder geval staan wij voor het brutale feit, dat van de **4.356.000 uitgebrachte stemmen** op het **Frente Popular,** men er **1.000.000 republikeinen mag afnemen;** welke volstrekt nooit hunne sympathie voor de roode betuigd hebben, en dan komt men tot het resultaat, **dat het antimarxist front, eene MEEDERHEID** daarstelt van **2.554.000 STEMMEN.**

Met deze cijfers welke officieel zijn, en niet te betwisten vallen, bestatigen wij toch wel degelijk, dat de verkiezingen, volstrekt eene ingebeelde overwinning daarstelt, van het Frente Popular, en het tot stand komen der huidige regeering, den waren toestand niet weergeeft, van de nationale wil der meerderheid, van het Spaansche volk, zooals de socialistische kopstukken dit dagelijksch aan de werkende klas willen doen blijken, deze cijfers geven ze aan hunne lezers dan ook niet ten beste.

Wanneer ik deze cijfers goed beschouw, dan stel ik aan de gansche beschaafde wereld de vraag : « Is de wettige erkenning der huidige Spaansche regeering van Madrid, geen stokpaard, geen lokvogel, voor de roode belhamels uit Frankrijk, Belgie en elders, om de tusschenkomst te eischen van het proletariaat der gansche wereld, ten voordeele hunner spaansche roode vrienden ».

Wanneer men op deze vraag wil antwoorden, dan moet men er ook eene andere stellen, en onderzoeken hoe de binnenlandsche toestand in Spanje was, op den oogenblik dat de opstand der militairen uitbrak met Franco aan 't hoofd.

Welnu, kort na de verkiezingen van 16 Februari 1936 l. riep het gouvernement Frente Popular, den staat van beleg uit, Azana en Cazares Quiroga, volgde zich respectievelijk op als voorzitters van den Ministerraad. Deze regeerden onder den invloed der socialisten, van uiterst links, de kommunisten en anarchisten.

De binnenlandsche toestanden werden voor het Spaansche volk onhoudbaar, en op zekeren oogenblik verweet Gil Robles, maar in het bijzonder Calvo Sotelo, vertegenwoordigers van rechts, aan de regeering hunne laksheid, het niet ingrijpen, de orde en de rust niet te handhaven, zij legden het parlement een inventaris voor, van inbrekingen, aanslagen, brandstichting, vernieling, moorden van allerlei aard, en wie waren de slachtoffers, die ongelukkiggen, wat hadden ze misdaan, het was genoeg priesters, kloosterling, ofwel niet hunne leer aan te kleven, de marxistische natuurlijk, voor fascist aanzien te worden, om onder hunnen dorst naar bloed het leven te verliezen.

Tot drie maal toe viel Calvo Sotelo het parlement aan, hij eischte onmiddellijk de noodige maatregelen te nemen, het Spaansche volk te redden van de vreemde inmenging, Sotelo zegde onder meer in volle parlement, het Frente Popular heeft nu **sinds 4 maanden het bewind in handen,** gij zucht naar het bloed van de braafste onzer bevolking, zie hier het bilan van het gene, welke ge onder Uwe dwingelandij geduld hebt, van 16 Februari l. l. tot op 15 Juni 1936.

334 moorden, 1.517 gekwetsen, 185 moordaanslagen in volle straat, 196 kerken, 78 privaat en politiekers woningen, 10 dagbladinstellingen van andersdenkenden dan rood, totaal uitpelunderd en vernield, staking na staking breekt er uit, en op heden telt men 200 volledige stakingen met meer dan 500.000 werkstakers, ik eisch in den naam van het Spaansche volk, gelijk van welke denkwijze, dat hieraan een einde gesteld word, los de sociale toestanden van de massa op vooraleer het te laat is.

Niettegenstaande deze verklaringen in het parlement, niettegenstaande de smeekbede van Sotelo, welke een vurig Spaansch patriot was, bleef het hoofd der regeering onverschillig, in plaats van de orde te handhaven, het leven en de vrijheid van elken burger te beschermen, de onaantastbaarheid van het privaat, zoo wel als het publiek eigendom te waarborgen, wat zien wij gebeuren? Al de hierboven vermelde misdaden bleven ongestraft, en uit de verklaringen welke Azana en Cazares Quiroga in het parlement aflegde, kon men de gevolgtrekking maken, dat de bedrevene misdaden ongestraft zouden blijven. Ziedaar het brutale verwijt hunner onmacht, welke Sotelo naar het hoofd der regeering slingerde.

Lafheid en schrik, ziedaar de leuze der regeerders van Madrid, verward, omkneld in de klauwen der elementen van uiterst links, en deze ten andere zijde in de macht der bolchevistische en andere vreemde aanstokers, welke zich weinig om het leven, de vrijheid van het Spaansche volk bekommerden. Geen enkele verontschuldiging hoeft die zoo gezegde wettige regeering in te brengen, tegen de gebreken of de misbruiken der voorgaande regeeringen, dit kan volstrekt geen verechtvaardiging zijn tegen de gewelden onder welken vorm ook, waaraan de spaansche bevolking is blootgesteld geweest.

Eenieder van U, zult toch met mij moeten bekennen, dat eene regeering, welke de aangehaalde misdaden duldt, hetzij door zwakheid of medeplichtigheid, de ware schuldigen zijn van dezen verschrikkelijken burgeroorlog, en wie onder U, na vaststelling dezer gekende feiten, zou nog durven beweren, dat diegene welke het bewind, en deze welke het heden in handen hebben, een wettige regeering daarstelt. Bovendien zal ieder van U het met mij eens zijn, dat de **Madrileensche regeering** welke **heden** de troepen van Franco de naam van **rebellen toewerpt,** de **rebellen van gisteren waren.**

Om hunne misdaden te verontschuldigen werpen ze altoos het schrikbeeld van fascisme op, het fascisme welke men in Spanje de « Phalangisten » noemt, en welke uitsluitend en alleen bestond in de studentenvereenigingen, en onder de leiding stond van een jong advokaat José Antonio Primo de Rivera. Het was in de extremisten middens maar al te wel bekend, dat in een onafzienbaren tijd deze groep, volstrekt geen afdoende rol kon spelen, in de politiek der Spaansche republiek, het altoos opwerpen van het zoogezegde fascisme is voor de marxisten, het schrikaanjagend middel waarmede ze de massa willen beinvloeden. Deze Primo werd in het begin der maand door eene Volksrechtbank ter dood veroordeeld, en den daaropvolgenden dag des morgends vermoord, wanneer ik U zeg laffelijk vermoord, dan heb ik daartoe alle reden toe, deze jongen man was volstrekt onplichtig, en werd verscheidene weken voor de militaire opstand van Franco in de gevangenis geworpen, het was dus uitgesloten Primo te berichten deelgenomen te hebben aan den opstand tegen de misdaden en de dwingelandij van het Frente Popular, zooals het vonnis van die krapulards luidde.

Het regiem welke het oprichten van de zoogezegde volksrechtbanken duldt, buiten de rechterlijke machten om, hebben volstrekt niet het recht, zich de verdedigers der vrijheid en der demokratie te noemen, daarbij de vrijheid in eene regeering samengesteld uit anarchisten, kommunisten en een klein overschot van socialisten is totaal uitgesloten; dat in Godesnaam onze socialisten eens ophouden, de massa, de werkende klas, dagelijksch in hunne dagbladen om den tuin te leiden, dat dit ongelukkigen daar strijden voor Vrijheid en Demokratie, **ik noem dat de diktatuur der MINDERHEID van anarchisten en kommunisten, DE DIKTATUUR VAN MOSCOU.**

Dag in dag uit vindt men in de **« Volksgazet », « Le Peuple »** en andere roode bladen het zelfde liedje : de fascisten in Spanje zijn in opstand tegen het wettelijke gezag, het wettelijke gezag heeft het volle recht om hen als verraders van het land te beschouwen en hen ook als dusdanig te behandelen.

Maar veronderstelt nu eens een oogenblik, dat de socialisten en kommunisten, een opstand waagden in Duitschland of in Italie, zouden onze roode bladen het dan ook zoo natuurlijk en vanzelfsprekend vinden, indien de regeering van Hitler of deze van Mussolini hen dan letterlijk uitroeide zooals de rooden het met de Spaansche nationalisten wilden doen.

Vrienden pas op, wat gebeurde er nog onlangs in ons eigen landeke, zagen we niet de socialistische en kommunistische stakers steenwegen opbreken en barikaden opwerpen, politie en gendarmen aanvallen, en zelfs naar Fransche voorbeeld, probeerden fabrieken te bezetten, waren ze dan ook niet in opstand tegen het wettelijke gezag.

Maar verre van de regeering het gezag, waarvan zij zelven nog deel uitmaken, het recht toe te kennen om zich te verweren tegen deze rebellen, eischten de socialisten toen volkomen strafkwijtschelding voor hen en blameerden de gendarmen die niets anders gedaan hadden dan hun plicht om het wettelijk gezag te doen eerbiedigen.

Wat is nu het verschil.

Dat degene welke tegen een Volksfront regeering in opstand komt moet uitgeroeid worden als schadelijk en gedierte.

Maar wie in opstand komt, de wapens opneemt tegen een bourgeois regeering, **die is een held en valt hij, een martelaar wiens naam op de lijst der heiligen in den rooden almanak word geschreven.**

III. Het onstaan der revolutie.

De zucht naar de heerschappij der twee bijzonderste socialistische leiders, den haat welke ze elkander toedragen, heeft er ook veel toe bijgedragen deze te doen ontketenen.

Deze twee bandieten waren ten 1° Indalecio Prieto, leider der gematigde socialisten. Deze raadde ten minsten zijne vrienden aan kalm te blijven, daarentegen den 2de bandiet Largo Caballero, bijgenaamd de Spaansche Lenine, welke ook een groote rol gespeeld heeft in den opstand van Oviedo 1934, vertegenwoordigde den groep van uiterst links, hij stelde zich aan als kampioen van den dag, voor de volstrekte overheersching, **de diktatuur van het proletariaat, gesteund door de Komintern,** het was Caballero welke op 25 Juli 1936 het hoofd van Lopes de Ochoa geborgen in een zemelzak, ten geschenke gaf aan de mijnwerkers van Asturie, Lopes de Ochoa was de bevelhebber der troepen, welke den opstand in Oviedo te neerdrukte, opstand welke het leven koste van meer dan 4.000 mijnwerkers!

Deze beiden mannen stonden dus tegenover elkander, beiden eerst goede dikke vrienden, beiden samen minister geweest in de regeering, de twee eerste jaren der republiek, wat zien we gebeuren, Caballero de lafaard, liet door zijne privaat agenten de minste handelwijze volgen van Pietro, op 4 Oktober 1936, bij het verlaten eener groote meeting, heeft hij getracht deze om het leven te brengen, doch, Prieto welke slimmer was dan hij, werd verdedigd door mannen waarop hij ken rekenen, en wist te ontkomen. Zooals U niet, beide gezworen vijanden, bezaten ook ze hunne afzonderlijke dagbladen, de strijd ging tusschen hen, om het bewind in handen te krijgen, men begon het Frente Popular af te schilderen als **anti-sociaal, verderflijk** en **vernietigend** voor de **gansche natie.**

Er moest wat anders worden uitgevonden, de algemeene syndikalen werd opgericht, gevormd door den linkschen vleugel der socialistische partij, de kommunisten en anarchisten, met als leider Caballero, het doel van dit gemeenschappelijk front bestond niet, om de sociale toestand der massa te verbeteren, doch de opstandige geest te verergeren bij hunne aanhangers, welke tot het bolcheviseeren moest leiden der Spaansche republiek, ziedaar het doel van Caballero, **de Spaansche Lenine.**

Hij hield de massa voor oogen de wantoestanden, der vorige regeering van rechts, maar vergat over deze te spreken, waarin hij als minister de twee eerste jaren der republiek gezeteld had. **In plaats hunne leuze voor brood, vrijheid** en **vrede werkelijk** in **praktijk te stellen,** riep hij diegene tot zich, welke door egoïsme en weerwraak, hun geduld en hunne begeerten niet meer konden bemeesteren.

Het was in die middens, waar den haat gekweekt werd, en de revolutionaire zucht, dat de anarchisten, kommunisten en uiterste linksche socialistische partij, van Largo Caballero zich ontmoetten, ingenomen met hetzelfde verlangen, **de opstand.**

De opstand welke de socialisten en kommunisten een **heilig recht noemen, van den oogenblik dat de MUITERS, HUNNE ROODE VLAG MAAR KUNNEN ONTPLOOIEN,** in een woord, de totale omverwerping van datgene wat nog maar den schijn heeft van orde.

Deze ophitsingen verminderden geenszins de wan[de] werkstakingen ont[stonden] naire stakingen, [die] dergelijkschе aansl[agen] een ware paniek maa[kten] bevolking meester.

Hoevele ware republ[ikeinen] matigde socialistische vo[lks]woordigers, welke Frente Po[pular] stemd hadden, verklaarden niet [te] lijk, dat ze dit niet gewild hadden, en nu den toestand schrikwekkend voor oogen zagen, vele van hen wenschten zelfs eene tuschenkomst van Engeland.

De gematigde volksvertegenwoordigers begrepen maar al te wel, wat er aan het Spaansch volk te wachten stond, zag men niet in Madrid, mannen, vrouwen en kinderen de straten doortrekken met de kreten, wij eischen eene regeering samengesteld uit werklieden en boeren, **deze ongelukige misleiden beseften niet,** dat de **marxistische omwenteling** met al zijne gruwelen **nakend was,** er werd voor het uitbreken dezes, een dag gesteld, dan weer een andere, een meeningsverschil, tusschen de kopstukken der socialisten van uiterst links, de anarchisten en kommunisten, vertraagde de ontketening ervan, langs de zijde der rebellen beweert men nochtans, dat deze beslist moest losbreken op 31 Juli.

Wij stonden dus voor de revolutionaire werkstakingen, en langs den anderen kant de verzwakking der regeering, deze verzwakking vertoonde zich vooral bij den Minister van Arbeid, men zag hem vandaag een besluit nemen, het s'anderdaags intrekken, hij bracht de eene of andere beschuldiging uit, tegenover werkgevers of werknemers, en werd verplicht deze te logenstraffen, dit alles werkte in 't voordeel der revolutionaire leiders, en moedigde hen meer en meer aan, de werklieden aan te sporen de revolutionaire aktie door te zetten.

De aanslagen verdubbelden, geruchten deden de ronde eener diktatuur, de welke? Tot zelfs in de regeeringsmiddens, was men van dit oordeel, ook in wel ingelichte kringen liepen de geruchten, dat, indien de regeering geen paal en perk stelde, aan al deze wantoestanden, er ook nog wel oprechte patriotten waren, welke het land zouden redden.

De moord op Calvo Sotelo verhaaste de gebeurtenissen, de **eenigste misdaad** welke deze **groote geleerde** en **vurig patriot,** behoorende tot de rechtsche partij bedreven had, was, **in het parlement de misdaden ontmaskerd te hebben,** bedreven door de linksche extremisten.

Deze moord, na al de **gekende misdrijven** was het **signaal voor Franco,** met behulp van het leger in te grijpen, **Franco 's doel was, Spanje van den totalen ondergang, alsook uit de klauwen der BOLCHEVISTEN te redden.**

Spanje heeft eenmaal **Europa gered** van den **inval der Muzelmannen,** en ons **gevrijwaard eener barbaarsche, turksche overheersching,** laat ons hopen dat **Franco de overwinning** mag **BEHALEN,** hij zal niet alleen zijn **land gered hebben, maar GANSCH EUROPA,** eener **BOLCHEVISTISCHE DIKTATUUR.**

Leve de Nationalisten, Leve Franco.

En réponse à une campagne

A peine la question des Sudètes résolue, à peine la menace d'une guerre européenne évanouie, on recommence à soulever le problème de la médiation en Espagne. C'est naturel. Les rouges espagnols ne trouvent que deux issues pour leur situation désespérée : la guerre européenne ou la médiation. La première issue étant déjà fermée, ils tâchent de préparer la seconde. La campagne est tout à fait d'origine rouge. Mais tous les arguments prouvant que la médiation est impossible restent debout. Une médiation ne signifierait pas la fin de la guerre; elle ne signifierait que son ajournement. La situation à laquelle une médiation conduirait, a déjà été essayée en Espagne avec le résultat que tout le monde connaît. Quand les catholiques entrèrent pour la première fois dans un Gouvernement républicain, en 1934, le marxisme espagnol empoigna les armes et déclencha la révolution d'octobre. La médiation est impossible. On n'a pas versé tant de sang pour en revenir au même point. Seulement, les ennemis de l'Espagne, ceux qui veulent la réduire à une puissance de dernier ordre, peuvent souhaiter la médiation pour mettre fin à cette guerre effroyable. Pas de médiation; reddition simplement !

Une idée géniale de la propagande rouge...

Quelques journaux belges ont acceuilli des rumeurs tendancieuses d'après lesquelles le Foreign Office aurait proposé le partage de l'Espagne en deux secteurs, pour mettre fin à la guerre civile.

L'idée contenue dans ces rumeurs n'est pas nouvelle. Elle fut lancée par le professeur José Castilléjo dans le numéro du 2 février 1938 de *The Christian Science Monitor,* de Boston. L'origine de l'idée est donc bien suspecte.

Le professeur Castilléjo était, comme l'on sait, l'animateur et l'inspirateur de l' « Institution libre d'Enseignement », qui accaparait le budget de l'Instruction Publique en Espagne et fut, dans l'ordre idéologique, l'une des organisations les plus responsables de la guerre civile actuelle.

Le professeur Castilléjo continue, à ce qu'il paraît, à inspirer la propagande rouge, tout en mettant sa propre personne bien à l'abri, à l'étranger. Mais l'opinion saine ne doit pas se laisser leurrer par les duperies de M. Castilléjo, ni de M. Madariaga, ni de tant d'autres espagnols qui sont de l'autre côté de la barricade.

Même la médiation pure et simple serait impossible pour mettre fin à la guerre. Elle le serait d'autant plus si elle devait comporter une folie aussi absurde que le partage de l'Espagne.

On oublie que la première devise de la nouvelle Espagne est l'unité, et, pour pouvoir déchirer cette unité, il faudrait étouffer tout l'élan de jeunesse héroïque de la Phalange encadrée dans l'armée; il faudrait trahir le sang de centaines de milliers de morts, tombés pour défendre l'idéal unitaire de la Reine Isabelle la Catholique.

Un martyr de l'Espagne régénérée.

Ramiro de Maeztu

Aux innombrables ruines accumulées sur la terre d'Espagne par la barbarie rouge, il faut joindre les irréparables pertes causées par l'assassinat de tant d'esprits de haute valeur, mis à mort en haine de l'idéal catholique et national qu'ils défendaient contre la conquête marxiste.

Au premier rang de ces martyrs figure la remarquable personnalité de don Ramiro de Maeztu, un des plus beaux esprits de l'Espagne contemporaine et l'un des meilleurs ouvriers de la résurrection de ce beau pays qu'il comparaît à « un chêne étouffé par le lierre ».

Né à Vitoria d'une mère anglaise, Maeztu avait eu une carrière singulièrement active et variée. Comme jeune officier, il avait courageusement lutté à Cuba pour défendre le dernier fleuron de l'empire colonial de l'Espagne en Amérique. Il avait passé ensuite cinq années en Angleterre, étudiant de près le mécanisme gouvernemental ainsi que l'armature économique et sociale de cette puissance, alors à son apogée. De nouveaux liens l'avaient uni à ce pays par son mariage avec une Anglaise. Rentré enfin en Espagne, avec une formation intellectuelle à caractère cosmopolite, qui devait lui permettre de juger les événements de son pays sans idée préconçue, il allait apporter tout son cœur et tous ses efforts au relèvement de sa patrie, dont la décadence affectait péniblement son idéal.

Au cours de la dictature de Primo de Rivera, il fut envoyé en qualité d'ambassadeur à Buenos-Aires, où il put constater combien l'esprit de l'Espagne vivait encore dans ses anciennes colonies, en dépit de leur séparation violente de la métropole au début du siècle dernier. Ce séjour développa en lui le sens de l'*Hispanité*, de l'empire basé non sur la puissance territoriale, mais sur la communauté intellectuelle et morale, résultant en tout premier lieu de la même civilisation issue du catholicisme.

Rappelé à la chute du régime, il reprit son poste de combat et fondait en 1931 la revue *Acción Española*, où il engageait courageusement la lutte contre les idées subversives qui devaient mener son pays à la catastrophe.

*
* *

En janvier 1934, rapporte don Eugenio Vegas Latapie, dans la préface mise à la troisième édition du beau livre de Ramiro de Maeztu : *Defensa de la Hispanidad*, dans un de ces banquets de l'*Acción Española*, où l'on mangeait pendant une heure et où l'on parlait ou écoutait parler pendant trois ou quatre, don Ramiro, après avoir exposé avec son éloquence inspirée les efforts qu'il avait multipliés en vain pendant la dictature pour convaincre les gouvernants que la révolution était imminente, et qu'il fallait s'apprêter à la vaincre, ajouta :

« Telle fut la lutte que je menai pendant cinq mois, jusqu'au jour où la révolution l'emporta. Mes compagnons préférèrent l'exil; moi je préfère que l'on me fusille de quatre balles contre un mur, car maintenant il s'agit de mourir et mes ennemis ne me verront jamais le dos. »

Dès les débuts de sa courageuse campagne contre la franc-maçonnerie et le marxisme, Maeztu avait eu le pressentiment de sa fin tragique.

Un jour du printemps 1936, rencontrant un autre glorieux martyr de l'Espagne nouvelle, don Victor Pradera, qui rentrait d'avoir présidé une conférence de l'association culturelle *Acción Española*, il l'interpellait pour lui dire : « Don Victor, quand nous assassineront-ils, vous et moi ? »

« Ils me tueront, ils me tueront. Ils me fusilleront dans un coin ! Ils me tueront ! Ils m'aplatiront comme une punaise contre ma bibliothèque. » C'est ce qu'il ne cessait de déclarer à ses amis, au cours de cette période apocalyptique qui s'ouvrit par les honteuses baccanales du 14 avril 1931 et qui aboutit, en 1936, aux massacres et aux assassinats de l'Espagne rouge, enfin démasquée.

Pendant sa courte carrière de député aux Cortès de 1933 à 1934, son éloquence et la force de sa dialectique exaspéraient les gauches. Il ne pouvait contenir son indignation lorsqu'il voyait l'un et l'autre député qualifié « national », monarchiste ou indépendant s'incliner devant Indalecio Prieto ou converser avec lui ou avec d'autres protagonistes du marxisme. « Ils ne se rendent pas compte, disait-il, que ces gens nous tueront ! »

Aux orages que ses courageux discours déchaînaient sur les bancs des démocrates et des marxistes, il opposait le sacrifice qu'il avait fait de sa vie pour la patrie et la religion, et interrompant un discours plein de menace de Prieto, il lui criait : « *Me doy por muerto !* » (Je me donne pour mo[rt])

*
* *

C'était son esprit profondément religieux qui inspirait à Maeztu cette véritable soif du martyre. A son ancien ami Pé[rez] ambassadeur de la République à Londres, qui lui demandait auraient été évoqués de vieux souvenirs, il n'hésitait pas à vous, Pérez de Ayala, tandis que vous considériez comme prient le *Notre Père*, je n'ai rien à traiter avec vous ».

A ceux qu'il appelait à le seconder dans sa croisade écrivains et intellectuels qui le considéraient comme leur maître, Maeztu ne cachait en rien le danger de leur miss terribles auxquels ils s'exposaient en suivant son exemple.

(S

Ayuntamiento de Madrid

...mmerce d'exportation ...ange en Espagne Rouge

Son déclin depuis 1936

L'échec de la tactique de collectivisation.

Les rouges espagnols se sont vantés, depuis le commencement de la guerre, de posséder, en plus de l'or qu'ils avaient volé aux banques et aux particuliers, les merveilleuses oranges du Levant, « l'or de la révolution ». Bien que le Levant de l'Espagne soit aussi très riche en beaucoup d'autres produits du sol, la valeur de l'exportation de l'orange était telle que la jactance des rouges était bien justifiée. En effet, le montant moyen annuel net de l'exportation de l'orange espagnole était de 300 millions de pesetas-or. Ce secteur de l'économie était au pouvoir des rouges depuis le commencement de la guerre; ils pouvaient non seulement l'exploiter à la même cadence, mais encore en augmenter le profit. Ils disaient qu'ils allaient le faire. Sans doute, ont-ils tenté de le faire. La réalité est qu'ils ne l'ont pas fait! Voyons la cause de leur échec.

La saison 1936-1937.

Les anarchistes, les socialistes et les communistes de Valence collectivisèrent d'abord les champs d'orangers, et les propriétaires furent dépossédés. Les rouges se « chargèrent » de l'exportation d'oranges et de tous les autres produits par l'entremise d'un organisme soviétique qu'ils appelaient : « CLUEA » (Comité Levantin Unifié d'Exportation Agricole). L'important était de vendre, et de vendre le plus possible, mais ils ne se souciaient pas de la qualité — une chose à laquelle le marché britannique accorde tant d'importance. — Ils faisaient même les ventes sur la base de prix f. o. q., pas même f. o. b., ce qui constituait pour eux un atout extraordinaire. Dans leur rage révolutionnaire, ils commirent la folie de supprimer les marques déjà bien connues d'oranges et de les supprimer par de ridicules slogans révolutionnaires qui servirent de marque, provoquant la méfiance et le dégoût des clients habituels à l'étranger, qui ne savaient plus ce qu'ils achetaient. Le prix des oranges espagnoles décrut immédiatement et atteint même le niveau de 2 schillings, la caisse f. o. b. De cette façon, l'augmentation de la quantité exportée n'a pas contribué à augmenter les revenus du Gouvernement rouge et la quantité de livres sterling encaissées diminua effectivement.

L'année-plafond : 1931.

On peut établir que le chiffre maximum de la vente d'oranges espagnoles pour la Grande-Bretagne correspond à l'année 1931, pendant laquelle 6.000 caisses environ ont été exportées. Pendant toute l'époque de la République, cette quantité diminua graduellement de telle sorte que l'année antérieure à la guerre, 3.500.000 caisses seulement ont été exportées. Même ainsi, cette exportation produisit encore 110 millions de pesetas-or.

Les efforts des rouges en vue d'augmenter l'exportation en 1936-1937, conduisirent à un accroissement de 300.000 caisses (10 % à peu près) sur l'année antérieure, mais sans amélioration de prix. En attendant, les exportations rivales de l'orange de Palestine firent de grands progrès sur les marchés, ainsi que nous le démontrent les statistiques suivantes :

Port d'arrivée	1935-1936 Pays d'origine et nombre de caisses		1937-1938 Pays d'origine et nombre de caisses	
	Espagne	Palestine	Espagne	Palestine
Londres	1.428.197	820.206	1.893.190	1.953.754
Liverpool	1.051.597	1.004.030	1.194.854	1.919.924
Manchester	87.742	211.162	57.888	308.035
Glascow	143.141	542.304	214.249	812.909
Southampton	92.711	39.448	47.922	237.125
Hull	280.535	323.388	303.061	618.801
Cardiff	136.375	138.335	95.150	195.642
Bristol	190.220	60.382	84.483	114.619
Irlande	121.327	—	11.544	22.775

Ainsi donc, en dépit de l'effort tout spécial fait pendant la guerre, l'exportation d'oranges de l'Espagne rouge augmenta seulement de 236.731 caisses, tandis que celle de Palestine doubla. En outre, les prix de l'Espagne rouge accusèrent une diminution et ceux de Palestine se maintinrent malgré la concurrence. Tel est le foudroyant résultat du collectivisme. (Intelligenti pauca)!

La saison 1937-1938.

Le cabinet Negrin tacha de remédier au désastre. Le discrédité « CLUEA » céda la place à une autre organisation tout aussi collectiviste, la « CEA ». On défendit l'exportation des oranges abîmées et on envoya uniquement à l'étranger celles de premier et de second ordre; les oranges de qualité inférieure furent réservées pour la consommation de la population de l'Arcadie rouge. Le financement du commerce d'exportation fut confié à la Banque Extérieure d'Espagne (Londres), laquelle ouvrait des comptes-courants aux acheteurs et touchait les chèques en livres sterling pour éviter le gaspillage, les abus et les filtrages de la saison précédente. Néanmoins, le nombre de caisses exportées pendant la saison 1937-1938 fut seulement de 1.561.125, c'est-à-dire qu'il fut en diminution de 60 % par rapport à l'année précédente; tandis que la Palestine soutint avec fermeté son niveau de 6 millions. L'exportation par voie de terre par Port-Bou fut encore plus catastrophique, descendant de 2.290.000 caisses en 1935-1936 à 1.150.000 caisses en 1936-1937; à présent, elle a complètement disparu du fait que le Général Franco a coupé la frontière Catalane des régions productrices d'oranges. Cela sans compter qu'une partie de ces régions, Castellon et ses environs, est actuellement au pouvoir des nationaux. Il ne faut pas oublier non plus que Séville et Malaga sont aussi des régions productrices d'oranges (principalement d'oranges à confiture).

Le Tourisme en Espagne Nationale

ROUTE DE GUERRE DU NORD.

La Route de Guerre du Nord restera ouverte au tourisme pendant le mois d'octobre; des excursions seront organisées tous les jours impairs de ce mois. Si, durant l'hiver, on désirait visiter cette route entièrement ou en partie, il sera possible de le faire sur avis préalable et pour autant que le nombre des touristes soit suffisant.

ROUTE D'ANDALOUSIE.

Le 1er décembre sera inaugurée la Route d'Andalousie. L'itinéraire de cette route sera, en principe, le suivant : Algesiras - Malaga - Grenade - Cordoue - Séville (trois jours) - Jerez de la Frontera - Cadix - Algesiras, avec des excursions éventuelles au Maroc espagnol (Ceuta-Tétouan-Xauen), Ronda et le Monastère de la Rabida, d'où partit Christophe Colomb pour aller à la découverte de l'Amérique; l'on y visitera la caravelle *Santa Maria*.

Le voyage se fera en autocar à 33 places, avec guides-interprètes du Service National du Tourisme et les voyageurs seront logés dans les meilleurs hôtels. La durée probable du circuit sera de huit jours et celle de l'excursion facultative au Maroc de trois jours supplémentaires. Le prix du voyage sera fixé en temps opportun et comprendra le logement, le transport, les bagages, la nourriture (petits déjeuners, déjeuners et dîners), le service et les pourboires; les extras seront payés en supplément par les touristes.

Pour visiter la Route d'Andalousie, l'entrée en Espagne se fera par voie maritime (Gibraltar, Algesiras, Malaga ou Cadix) ou de Lisbonne en faisant le voyage jusqu'à Séville en train ou en autocar, ou encore en entrant par la frontière d'Irun.

L'entrée en Espagne par la frontière hispano-française d'Irun se fera en chemin de fer. Les voyageurs arrivés par le « Pyrénées-Côte d'Argent Express » prendront le train express espagnol muni de wagons-lits spéciaux pour les touristes de la Route à prix réduits. Le voyage se fera dans ces voitures jusqu'à Caceres où les attendra un autocar qui les conduira jusqu'à Séville.

La visite de la Route proprement dite commencera à n'importe quel point du trajet, dont les principaux sont Séville et Algésiras. Le prix du voyage jusqu'à ces points de départ de la Route, à travers l'Espagne, ne sera pas compris dans le coupon, mais les compagnies espagnoles de chemins de fer feront des réductions pour les touristes visitant la Route d'Andalousie.

Les excursions se feront tous les quatre jours aux dates qui seront fixées sous peu. Dans les journées intermédiaires il y aura des excusions facultatives lorsque les touristes seront en nombre suffisant.

En ce qui concerne les coupons pour visiter la Route d'Andalousie, les conditions seront identiques à celles établies pour la Route de Guerre du Nord.

Territoire occupé par Franco, au début du soulèvement.

Territoire occupé par Franco, le 19 juillet 1938, après deux ans de guerre.

Territoire occupé par les rouges, le 19 juillet 1938.

Quelques livres recommandés

Le Général Franco, par Joaquin Arrarás . . . . . fr.	18.—
L'Espagne de Franco, par le vice-amiral H. Joubert	7.50
La guerre d'Espagne et le Droit, par Louis Le Fur	10.—
La guerre d'Espagne et le Catholicisme, par le vice-amiral H. Joubert . . .	7.50
Lettre collective des Evêques Espagnols	1.—
Le Drame du Pays Basque	4.50
L'Œuvre sociale du nouvel Etat Espagnol, par Manuel Torres	7.50
Charte du Travail	2.50
La justice du Front Populaire en Espagne, par Trois Députés aux Cortès . .	4.—
Le Calvaire Ibérique, par le Comte Van der Burch	20.—
Libéralisme et Communisme, par le Dr. Marañón	2.50
La Renaissance de l'Espagne, par le Comte de Saint-Aulaire	20.—
Croisade pour l'Occident, par Paul Neuray	10.—
L'horreur rouge en terre d'Espagne, par V. De Moor et Claudek	15.—
Une révolution dans la guerre, par Jean Denis	7.50
Juifs, Francs-Maçons, Anarchistes, par le commandant de Launoy	1.50
Les bombardements de Barcelone, par le commandant de Launoy	1.50
L'action de la Franc-Maçonnerie, du Judaïsme et des déterreurs de cadavres en Espagne soviétique, par le commandant de Launoy	3.—
Bilan des révolutions sanglantes, par Georges Darwin	2.—
L'Espagne sous la terreur, par Louis Dambois	2.—

La contrebande maritime en faveur de l'Espagne rouge

Dans le courant du mois d'août, 161 bateaux chargés de matériel de guerre étranger sont arrivés dans les ports rouges.

L'envoyé spécial du *Popolo d'Italia* au front d'Espagne, Luis Barzani, a transmis à son journal l'information suivante qui traite de la contrebande en faveur de l'Espagne rouge :

« La contrebande maritime en faveur de l'Espagne rouge est en continuelle progression. Depuis le mois de juin jusqu'à la fin d'août, elle a augmenté de 40 p. c.

» Les données concernant ces approvisionnements aux bolcheviques espagnols sont évidemment incomplètes; une partie de ce trafic échappe aux recherches, au contrôle et à la vigilance des nationaux. Néanmoins, les chiffres incomplets, mais parfaitement sûrs, produits dans cette enquête, sont impressionnants.

» Durant le mois d'août, on a pu repérer 161 bateaux contrebandiers qui ont atteint les ports rouges.

» L'Angleterre se classe la première dans cet apport de ressources à la guerre marxiste. Les bateaux anglais, ou battant pavillon anglais, entrés, ce même mois, dans les ports rouges, sont au nombre de 103. De plus, les rouges ont frété d'autres vapeurs anglais, d'un tonnage de 43.000 tonnes, pour transporter l'armement depuis les ports soviétiques de la Mer Noire.

» L'antique législation anglaise offre d'ailleurs une étrange et dangereuse protection à tout navire qui, au moyen de subterfuges juridiques quelconques, acquiert le droit d'arborer la pavillon anglais.

» En conclusion, la contrebande des bateaux anglais en faveur des rouges a augmenté de 20 p. c. avec un profit énorme pour les armateurs humanitaires de Londres.

» Les Français occupent la seconde place, mais ils se classent bien loin des anglais, avec seulement 17 vapeurs reconnus, pendant le mois d'août. La Grèce vient ensuite avec 14 bateaux, puis la République de Panama avec 11.

» La Russie ne figure sur cette liste qu'avec quelques vapeurs. Le trafic soviétique se fait à l'ombre hospitalière des pavillons étrangers et, plus particulièrement, anglais, français et grecs.

» La France est le pays où l'on a procédé à la plus grosse part du chargement. Des 161 navires, signalés plus haut, 77 venaient des ports français, 43 des ports russes de la Mer Noire et 24 des ports anglais.

» Les bateaux chargés *exclusivement* d'armes et de munitions sont au nombre de 33 parmi lesquels 16 anglais. Mais il faut y ajouter 28 vapeurs dont le chargement non officiellement reconnu apparaît clairement être composé d'armements. En fait, on peut évaluer à 66 le nombre de bateaux chargés d'armes et arrivés dans les ports rouges pendant le mois d'août. Trente six venaient de Marseille. Parmi les ports approvisionneurs, il faut citer dans l'ordre, Marseille, Odessa, Oran et Anvers. Les bateaux de Panama se sont spécialisés dans le transport des avions de Marseille à Barcelone. Les munitions elles-mêmes, sont transportées de préférence sur les bateaux à moteur de l'Espagne rouge qui les chargent à Marseille et croisent en sécurité au large de la côte.

» Une légère diminution est enregistrée seulement dans l'approvisionnement en benzine et en naphte qui a constitué, ce mois d'août, le chargement de 18 vapeurs. Cette baisse dans le transport de ces combustibles par voie maritime est due à l'intensification du transport des mêmes matières par voie terrestre, en passant la frontière française. Faveur qui fut obtenue grâce à la pression de M. Blum et de ses compagnons, ces bons fournisseurs démocrates mais... au comptant !

» Deux vapeurs ont apporté aux vassaux espagnols de Staline, toujours pendant ce même mois d'août, des automobiles, des chars de combat et du matériel divers.

» L'approvisionnement en vivres a occupé 46 bateaux, soit un peu plus que le quart des bateaux dirigés sur les ports rouges.

» Le port de Barcelone a vu entrer chez lui le maximum de bateaux, soit 54. Il n'y en eut que 23 à Valence. Les autres ont abandonné leur chargement dans des ports moins importants, mais d'une grande activité aujourd'hui, parce que les dangers d'attaques aériennes des nationaux y étaient moindres. La grande quantité d'armements déposés à Barcelone s'explique du fait de l'offensive de l'Ebre, terrible mangeuse d'hommes et de matériel.

» Cette importante augmentation signalée dans la contrebande de guerre en faveur du communisme contient une grande inconnue, une troublante énigme financière. Depuis un an déjà, l'Espagne rouge a épuisé toutes ses ressources en or qui étaient constituées par les réserves disponibles à la Banque d'Espagne. La peseta rouge ne vaut plus que 20 centimos. Les exportations de la zone rouge sont très réduites et ne suffisent même pas à payer les vivres que la République se voit forcée d'importer. Quant aux récoltes, quoiqu'on en ait dit, elles ont été désastreuses en territoire rouge... »

(« Diario Vasco »).

Un martyr de l'Espagne régénérée.

Ramiro de Maeztu

(*Suite de la page* 3.)

Il terminait un de ses plus beaux discours en s'écriant : « Et, maintenant, je dis aux jeunes gens de vingt ans : venez avec nous, parce que, ici, à nos côtés, c'est le camp de l'honneur et du sacrifice. Nous sommes la côte montante, et au haut de cette côte est le Calvaire, et tout au sommet du Calvaire se dresse la Croix ! »

« Paroles austères, écrit Eugenio Vegas Latapie, que l'on pourrait aujourd'hui sculpter sur les roches granitiques de l'Escorial avec le flot ininterrompu des larmes des mères espagnoles qui pleurent, depuis plus de deux ans, la perte de leurs fils, héroïquement tombés pour avoir suivi le chemin hérissé d'épines que leur avait montré leur maître. »

Il ne faut pas croire cependant que les déclarations de Maeztu s'inspiraient d'une trop grande confiance en soi-même et d'une sorte d'orgueil mystique. S'il était fier de la noble doctrine qui l'inspirait, doctrine à base essentiellement catholique, il était plein d'humilité lorsqu'il se considérait en lui-même et il se rendait compte que, comme tous les autres hommes, il était entaché de faiblesse.

C'est ainsi que, tout en se résignant d'avance à la mort, il doutait de ses propres forces et répétait à ses amis intimes : « J'ai peur d'être lâche, et c'est pourquoi, chaque jour, je demande à Dieu qu'Il me donne les grâces nécessaires pour mourir, au moins, avec dignité. »

Dans toute son œuvre, Maeztu unit intimement son esprit profondément catholique à son esprit passionnément national. Non pas qu'il professât ce nationalisme orgueilleux et exclusif dont souffrent certains pays.

C'est dans le caractère essentiellement catholique de sa patrie qu'il voyait ses possibilités de grandeur. Il rappelait aux hommes de tous les pays, jadis conquis par l'Espagne, que c'était à elle qu'ils devaient leur foi religieuse. Il s'adressait non seulement aux Espagnols de la Péninsule, mais à ceux de l'Amérique, des Philippines et de toutes les autres régions du monde, unis par les liens intellectuels et moraux les plus solides qui soient, ceux ...me religion.

...tte idée qui lui a inspiré son admirable livre : *Defensa de la* ...ui devrait être traduit pour faire connaître chez nous la véri... de l'Espagne régénérée.

...lité, montre Maeztu, est essentiellement catholique. Aucun ...gnols de l'école libérale, ni Salmeron, ni Pi Margall, ni ...lesias n'ont apporté à la philosophie universelle une seule ...le ait estimée de quelque valeur. Par contre, la tradition ...rgueillir comme de valeurs positives et universelles d'un ..., d'un Menéndez Pelayo, d'un Gonzàlez Arintero. Les ...les libéraux, par les socialistes, par les anarchistes, par ...pagnols n'ont enrichi en rien la littérature universelle, ... mauvaises copies de l'étranger !

Le libéralisme et la révolution qui ont surgi dans les autres pays par l'effet de leurs fautes ou en expiation de leurs péchés étaient, estime Maeztu, choses inutiles en Espagne. « Ce qu'il nous aurait fallu faire, c'était développer, adapter et appliquer les principes moraux de nos théologiens et de nos juristes à l'évolution du temps. »

Pendant vingt siècles l'Espagne avait cheminé dans la voie droite. Elle avait appris de Rome la langue par laquelle ses tribus avaient pu se comprendre et la formation juridique qui lui avait permis de s'organiser. C'est dans la langue du Latium qu'elle reçut le christianisme et, avec le christianisme, l'idéal.

Cet idéal chrétien lui permit de résister victorieusement à toutes les épreuves : à l'orgueil de l'Arianisme comme à l'amoralité de l'Islam. L'honneur de l'Espagne fut de s'attacher, avec la dernière énergie, à la croix et à l'Europe et d'identifier son existence même avec son idéal.

L'année même où les Espagnols plantaient la croix victorieuse sur l'Alhambra de Grenade, ils apportaient la croix en Amérique. C'est vers la même époque que le P. Vitoria formulait la théorie de la grâce, que ses disciples et collègues devaient faire triompher au Concile de Trente, affirmant ainsi la croyance de l'homme dans l'efficacité de sa volonté et de ses mérites.

C'est ainsi que débuta, dans l'ordre des idées, la Contre-Réforme, tandis que les armées espagnoles, par des luttes héroïques, arrêtaient les progrès politiques du protestantisme.

C'est cette même théorie de la grâce qui, en inspirant le *Conseil des Indes*, transforma la conquête du Nouveau Monde en une entreprise évangélique et incorpora à la chrétienté ces races que les rois de Castille appelaient « nos amis les Indiens ». Car de cette possibilité du salut découlait, tout naturellement, celle du progrès et du perfectionnement moral. « Dire en théologie que tous les hommes peuvent se sauver, c'est affirmer en morale qu'ils doivent s'améliorer et en politique qu'ils peuvent progresser ». Tel était l'idéal de l'Espagne à l'âge d'or de son histoire, tant qu'elle resta fidèle à ses traditions. La science historique a fait justice des calomnies que les rivaux et les ennemis de l'Espagne ont répétées, depuis des siècles, sur ses méthodes de colonisation et sa façon de traiter les Indigènes. Les ordonnances royales, concernant les Indiens, à commencer par celle, promulguée en 1534, par notre glorieux compatriote Charles-Quint, sont des modèles d'équité et de charité chrétienne. Tandis que l'Espagne régnait sur près de la moitié de la planète, son idéal passait ainsi des lèvres de mystique et d'ascète aux plus belles pages de l'histoire universelle.

Ainsi, dans l'ancien comme dans le nouveau monde, l'Espagne livrait « les batailles de Dieu ».

* * *

Cette admirable harmonie dura tant que l'Espagne resta elle-même fidèle à ses traditions nationales et catholiques. Maeztu indique comme point de départ de la révolution en Espagne les débuts du XVIIIe siècle et la guerre de quatorze années, au cours de laquelle l'Espagne, sans cesse foulée par des troupes allemandes, anglaises et françaises, perdit ses traditions séculaires et se vit imposer une dynastie étrangère et des ministres étrangers.

Comme, en compagnie de quelques amis, Maeztu visitait le palais de la Granja, on l'entendit s'écrier : « Ce n'est pas ici l'Escorial ! C'est le XVIIIe siècle français : Versailles, des nymphes, des bergers, des fruits, le culte de la nature ! Ici rien ne parle de Dieu. Cette décoration nous montre la mentalité qui se reflète dans l'œuvre de Rousseau et qui aboutit aux massacres de la Convention et à la Terreur ! »

Les idées du XVIIIe siècle, en conquérant l'Espagne, allaient lui faire perdre les traditions chrétiennes qui avaient toujours fait sa gloire et sa force. La suppression des Jésuites par le « despotisme éclairé » de Charles III fut le signal de la dislocation de l'empire espagnol d'Amérique. L'œuvre des missions, à laquelle Maeztu consacre d'admirables pages, allait être durement ébranlée et la « monarchie catholique », en se transformant en une simple « monarchie territoriale », allait perdre la force morale de l'Hispanité. La crise n'allait que s'accentuer au milieu du désordre politique et moral qui caractérise l'histoire de l'Espagne au XIXe et au début du XXe siècle. Seul un retour aux traditions chrétiennes de l'Hispanité pouvait sauver le pays et lui rendre sa splendeur de jadis.

C'est à cette résurrection que Maeztu se consacrait corps et âme.

* * *

Ce qu'il avait si souvent annoncé devait arriver. La franc-maçonnerie et le marxisme, auxquels il avait porté des coups si sensibles, l'avaient d'avance condamné à mort.

Arrêté comme président de l'*Acción Española*, il ne devait sortir de prison que pour aller à la mort. Vainement les ambassades d'Angleterre et d'Argentine multiplièrent-elles les efforts pour l'arracher aux griffes des assassins. Comme Calvo Sotelo, comme Victor Pradera, il était de trop bonne prise pour que les ennemis de Dieu et de l'Espagne le laissassent échapper.

Le 7 novembre 1936 il fut extrait de son cachot. Dans la cour de la prison il se jeta aux pieds d'un prêtre, son compagnon de captivité, et lui cria : « Mon Père ! donnez-moi l'absolution ».

Devant le peloton d'exécution, cet homme, qui, dans sa modestie, priait Dieu pour ne pas être lâche, fut sublime. S'adressant à ses bourreaux, il leur dit : « Vous ne savez pas pourquoi vous me tuez, mais moi je sais bien pourquoi je meurs : c'est pour que vos fils soient meilleurs que vous ! ».

Je ne sais qui a dit : « Je crois volontiers les gens qui sont morts pour leur croyance. » Les paroles d'un martyr ne peuvent être suspectées. Tous les catholiques doivent non seulement s'incliner devant la glorieuse mémoire de Ramiro de Maeztu, mais aussi se montrer sympathiques à la cause pour laquelle il a donné si généreusement sa vie, cause qui n'est que celle du catholicisme et de la civilisation.

Les idées exprimées par ce héros et par tous ceux qui ont suivi son exemple sont celles dont s'inspirent, à commencer par le général Franco, les artisans de l'Espagne nouvelle, de cette Espagne qui redeviendra grande et glorieuse parce que, reprenant les traditions historiques méconnues depuis plus de deux siècles, elle redeviendra foncièrement catholique.

Vicomte CH. TERLINDEN,
Professeur à l'Université de Louvain.

Imprimerie Puvrez, 59, Avenue Fonsny, Bruxelles.
Editeur Responsable : Aug. Puvrez, 36, Rue du Tabellion, XL.

Ayuntamiento de Madrid